

Le Panorama de presse quotidien de la Région Hauts-de-France



Réalisé par le service Presse de la
Direction de l'Information et de l'Accueil

29 août 2016



Ce Panorama de presse est constitué d'une sélection d'articles issus des presses quotidiennes nationales et régionales Nord Pas de Calais - Picardie, classés par thème.

Pour tout complément d'information :

Direction de l'Information et de l'Accueil
Service Presse
Poste (4)6741, (4)6742, (4)6744
Panoramapresse@nordpasdecalspicardie.fr
151 Avenue du Président Hoover - Lille



SOMMAIRE

VP2 - TRANSPORTS, INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT...

(3 articles)

LA VOIX DU NORD

lundi 29 août 2016

Covoiturage : la première aire de l'Armentiérais est ouverte !

(362 mots)

Page 9

PAR CHRISTELLE JEUDY armentieres@lavoixdunord.fr deûlémont. Impossible de louper les panneaux de signalisation installés pa...

LA VOIX DU NORD

lundi 29 août 2016

« On donne un coup d'accélérateur »(392 mots)

Page 10

Pour Anne Voituriez, la conseillère métropolitaine en charge notamment du plan de déplacement et modes doux, «il y a une vr...

LA VOIX DU NORD

lundi 29 août 2016

Quel bilan, quelle réglementation ? (170 mots)

Page 11

Quel bilan pour la première aire créée en 2015 à Neuville-en-Ferrain ? Mise en service sur la zone industrielle, l'aire est ...

VP4 - DÉVELOPPEMENT DURABLE, TRI, TRANSITION ÉNERGÉTIQUE...

(5 articles)

LA VOIX DU NORD

lundi 29 août 2016

L'Agglo primée pour la biodiversité de deux de ses sites naturels (383 mots)

Page 13

Maubeuge. L'Agglo a obtenu trois libellules sur cinq au concours de la « Capitale française de la biodiversité 2016 », pour s...

Courrier picard

lundi 29 août 2016

Victoire des paysages valorisés (723 mots)

Page 14

Replanter des arbres, penser à la verdure et à l'ombre, une évidence en ces jours de canicule en Picardie. Mais voilà des v...

Courrier picard

lundi 29 août 2016

Quatre aménagements picards sélectionnés (151 mots)

Page 15

Parmi les 81 dossiers retenus au niveau national, figurent neuf aménagements de la région des Hauts-de-France dont quatre p...

LA VOIX DU NORD

lundi 29 août 2016

L'arboretum, un des enjeux touristiques du massif forestier

(575 mots)

Page 16

FORÊT DE MORMAL. Situé au sud-ouest du massif forestier, l'arboretum est très fréquenté. Non loin de l'étang David, et d'un...

Des pistes pour le futur arboretum de l'étang David (272 mots)

Si Marjorie Levasseur, chargée de mission pour le développement touristique auprès de la Communauté de communes du pays de ...

Page 17

VP6 - APPRENTISSAGE

(2 articles)

L'apprentissage ne décolle toujours pas (385 mots)

LES RENTRÉES se succèdent et le message est sans cesse répété : l'apprentissage doit se développer en France. Mais rien à faire, l'a...

Page 19

Les formations s'adaptent au marché local (205 mots)

On comptait, l'an dernier, plus de 70 formations en apprentissage disponibles dans l'Oise : boulanger, boucher, chocolatier, banquier, commercial...

Page 20

VP7 - AGRICULTURE, AGROALIMENTAIRE

(2 articles)

Lait et blé, la double peine (394 mots)

Triple peine ! Le lait de ses 45vaches laitières, Patrice Payen le vend «250euros les mille litres, alors que [son] coût est...

Page 22

« La ferme Oise a perdu 120 millions »(243 mots)

Dans l'Oise, quel aspect prend la présente crise agricole ? Il y a 2980 exploitations dans l'Oise dont l'essentiel de la sur...

Page 23

VP8 - CULTURE

(1 article)

La ministre de la culture justifie le refus de financer "Long Ma"

...

Page 26

VP11 - LYCÉES
(8 articles)

LA VOIX DU NORD

lundi 29 août 2016

« Depuis 2015, on voit les effets des créations de postes »

(660 mots)

propos recueillis par Hervé FAVRE hfavre@lavoixdunord.fr -Comment abordez-vous votre deuxième et peut-être dernière rentrée...

Page 27

LA VOIX DU NORD

lundi 29 août 2016

Réforme du collège : l'accompagnement poursuivi cette année

(442 mots)

- Une rentrée « apaisée », cela veut dire que, pour vous, la réforme du collège est aujourd'hui acceptée ? «Il ne faut pas sou...

Page 28

LA VOIX DU NORD

lundi 29 août 2016

Au lycée Baudimont, une cafétéria rénovée avec des produits de la région (483 mots)

PAR NICOLAS ANDRÉ arras@lavoixdunord.fr Arras. Pour le chef Julien Aumard, issu de l'école hôtelière, c'est évidemment une ...

Page 29

LA VOIX DU NORD

lundi 29 août 2016

Éric Bouchet à la direction de Baudimont-Saint-Charles

(308 mots)

Éric Bouchet remplace Philippe Carnel à la direction du groupe scolaire Baudimont-Saint-Charles-Saint-Vincent. Ce professeur...

Page 30

LA VOIX DU NORD

lundi 29 août 2016

L'exploitation pédagogique agricole fait peau neuve pour la rentrée (377 mots)

PAR ESTELLE BAILLIEUX maubeuge@lavoixdunord.fr LE QUESNOY. L'exploitation pédagogique agricole du lycée des Trois Chênes a ...

Page 31

LA VOIX DU NORD

lundi 29 août 2016

L'extension du hall de génie alimentaire dans les tuyaux

(296 mots)

LE QUESNOY. Le lycée agricole a fait de la transformation de produits laitiers une de ses spécialités, une formation, direc...

Page 32

LA VOIX DU NORD

lundi 29 août 2016

Rentrée scolaire 2016 : quoi de neuf dans les lycées des environs ? (432 mots)

par Emmanuelle Dupeux montreuil@lavoixdunord.fr Montreuillois. 1 Lycée Lavezzari : une nouvelle prépa « ergo » ! Le lycée polyv...

Page 33

LA VOIX DU NORD

lundi 29 août 2016

Le lycée agricole de Radinghem ne connaît pas la crise (200 mots)

Radinghem. L'agriculture a beau être actuellement en crise, le lycée agricole public de Radinghem va quand même accueillir ...

Page 34

VP13 - JEUNESSE ET SPORTS

(2 articles)

LA VOIX DU NORD

lundi 29 août 2016

« Le GP de Fourmies vaut une étape du Tour de France »

(357 mots)

PAR LIONEL MARÉCHAL fourmies@lavoixdunord.fr FOURMIES. La 84e édition du Grand Prix de Fourmies (GPF) de cyclisme - La Voix...

Page 36

LA VOIX DU NORD

lundi 29 août 2016

Des partenaires plus que satisfaits (246 mots)

Lors de la présentation du 84e Grand Prix de Fourmies (GPF) de cyclisme, plusieurs partenaires sont intervenus : -André Hali...

Page 37

VP14 - RURALITÉ, DÉVELOPPEMENT DU NUMÉRIQUE, FAMILLE...

(4 articles)

LE FIGARO

lundi 29 août 2016

Calais : le seuil des 10 000 migrants franchi (1132 mots)

IMMIGRATION L'ambiance était tendue à Calais, elle devient explosive. Selon une note remise jeudi dernier au syndica...

Page 39

LE FIGARO

lundi 29 août 2016

« Nous ne sommes pas les gardes-barrière des Anglais ! »

(623 mots)

« Il faut sortir de ce guêpier par un règlement politique du dossier » JEAN-CLAUDE DELAGE, SYNDIC...

Page 41

LE FIGARO

lundi 29 août 2016

Sarkozy veut un centre en Angleterre (145 mots)

Nicolas Sarkozy s'est prononcé samedi pour une remise en cause des accords du Touquet qu'il avait signés en ...

Page 42

LE FIGARO

lundi 29 août 2016

À Lille, la Mairie demande l'évacuation d'un parc occupé depuis un an (836 mots)

ILS COMMENCENT par refuser de parler. Ils ont vu beaucoup de journalistes, et « ça n'a rien changé ». Mais petit à petit, ils se co...

Page 43

VP15 - SANTÉ

(2 articles)

LA VOIX DU NORD

lundi 29 août 2016

Groupement hospitalier : quelle offre de soins à Calais demain ? (502 mots)

PAR DOMINIQUE SALOMEZ calais@lavoixdunord.fr CALAIS. - Que pensez-vous du périmètre arrêté pour le groupement hospitalier d...

Page 45

« L'avenir passe par le partage de l'information médicale »

(167 mots)

Page 46

La Fédération hospitalière de France salue la formation des groupements hospitaliers de territoire, mais en appelle à pours...

CARNET

(2 articles)

Willy Schraen, l'Audomarois qui préside tous les chasseurs de France (690 mots)

PROPOS RECUEILLIS PAR DAVID MONNERY
saintomer@lavoixdunord.fr Bayenghem- lez-eperlecques. Pourquoi vous êtes-vous porté cand...

Page 48

Défenseur d'une chasse populaire (163 mots)

Willy Schraen réclame un geste de l'État pour que la chasse reste accessible : «Je ne veux pas que quelqu'un ne puisse pas ...

Page 49

POLITIQUE RÉGIONALE

(1 article)

Xavier Bertrand : « Quand Etat et région travaillent ensemble, on obtient des résultats »(895 mots)

Question : Pendant votre campagne régionale, vous aviez fait de l'emploi v...

Page 51

POLITIQUE NATIONALE

(7 articles)

Calais dans toutes les bouches (477 mots)

Le refrain « Nicolas président » revient en boucle. Samedi, au centre tennistique du Touquet, les quelques jeunes supporters ...

Page 54

« Ce sujet aurait dû monopoliser chaque candidat »(358 mots)

Vous attendiez-vous à une telle place pour Calais lors de ce campus? «J'ai toujours dit que Calais et l'immigration seraien...

Page 55

Campus des Républicains : les tops et les flops du week-end

(484 mots)

par Fabrice Leviel montreuil@lavoixdunord.fr LE TOUQUET. 1TOP : un contexte politique en or Cette année, le campus du Touque...

Page 56

Juppé, seul contre tous (451 mots)

Apôtre du « rassemblement » et pourtant seul contre tous. Nicolas Sarkozy, François Fillon, Bruno Le Maire, Jean-François Copé, Xavier Bert...

Page 57

Fillon se déchaîne ! (598 mots)

Sablé-sur-Sarthe (Sarthe) De notre envoyée spéciale DÉCHAÎNÉ ! Contre toute attente, François Fillon, le quatrième ...

Page 58

Et si la primaire tournait à la guerre... (493 mots)

IL AURA SUFFI d'un week-end pour voir la droite renouer avec ses vieux démons de la division. D'Alain Juppé à Nicolas Sarkozy en pass...

Page 59

A qui le label anti-Hollande ? (497 mots)

24 AOÛT 2014. Arnaud Montebourg et Benoît Hamon s'égayent en bras de chemise à la Fête de la rose de Frangy-en-Bresse (Saône-et-Loir...

Page 60

VP2 - TRANSPORTS,
INFRASTRUCTURES DE
TRANSPORT...

Covoiturage : la première aire de l'Armentières est ouverte !

PAR CHRISTELLE JEUDY armentieres@lavoixdunord.fr deùlémont. Impossible de louper les panneaux de signalisation installés par la MEL cet été : tout est fait pour qu'aucun automobiliste ne puisse louper la nouvelle aire de covoiturage créée sur le parking de l'étang de pêche. Seulement neuf places, dont une réservée aux personnes à mobilité réduite, mais idéalement implantées au bord de la route, très fréquentée, menant à Comines, Warneton ou Quesnoy-sur-Deûle. Christophe Liénart, maire de Deùlémont, signale depuis longtemps le manque de moyens de transport en commun reliant directement les habitants de sa commune à Lille. « Bien sûr, nous avons des bus qui passent mais aucun qui ne soit direct jusqu'à Lille. Nous devons nous éloigner, aller à Co-

mines, Quesnoy ou Saint-Philibert à Lomme pour accéder à un trajet direct. C'est donc très compliqué », regrette l'élu. Autant dire que l'usage de la voiture pour les trajets quotidiens domicile-travail est le plus répandu et que la fréquentation des routes s'en ressent dans et autour de la commune. Cette aire de covoiturage, Christophe Liénart l'avait donc demandée et obtenue. Et puisque les bus ne peuvent se multiplier comme les petits pains, « faire en sorte que les gens partagent un véhicule, c'est aussi une solution » pour limiter les bouchons.

À côté du nouveau lotissement

L'emplacement de l'aire a été bien étudié par la MEL, « elle est juste à côté d'un arrêt de bus », précise Christophe Liénart. Juste à côté, aussi, du nouveau lotissement des Iris dont les premières habitations sont maintenant occupées. À terme, ce sont 108 nouveaux logements qui seront créés et donc, des habitants en plus dans le village et sur les routes. Alors nul doute que cette aire de covoiturage, un peu déserte cet été, est appelée à bien servir dans les prochains jours. Il vaut mieux car son aménagement a coûté 25000 € à la MEL. Plus de renseignements sur www.covoiturezplus.fr ■



« On donne un coup d'accélérateur »

Pour Anne Voituriez, la conseillère métropolitaine en charge notamment du plan de déplacement et modes doux, « il y a une vraie prise de conscience » des élus et collectivités sur les enjeux liés à l'environnement. « Tout le monde s'y met et travaille ensemble. La MEL, mais aussi le Département, Transpole, le SMIRT (syndicat mixte intermodal régional de transports) », assure la maire de Loos en ajoutant : « Développer l'accessibilité de la métropole lilloise et la mobilité sur le territoire sont l'une des priorités du mandat du président Damien Castelain ».

« Éviter la thrombose »

« Une étude a montré qu'il y a 1,3 personne en moyenne dans un véhicule circulant dans la métropole. Et

1,1 seulement pour un trajet domicile-travail. C'est un peu ridicule de voir cela », regrette l'élue. Alors pour éviter la thrombose sur les routes, mais aussi préserver l'environnement, le covoiturage est une solution. D'où la création, en juin 2015, d'un Schéma directeur interdépartemental des aires de covoiturage élaboré par les deux conseils départementaux du Nord et du Pas-de-Calais. « Mais on a commencé avant, en créant des places dans les parcs relais de Transpole », précise Anne Voituriez, pour qui « un coup d'accélérateur » va maintenant être donné. « Une vingtaine de sites de covoiturage sont prévus dans la région », annonce-t-elle. C'est peu ? « Il faut bien commencer et cela demande aussi une concertation avec les maires, un travail avec la MEL,

les Départements. Cela réclame aussi des budgets », ajoute l'élue.

50 places à La Chapelle-d'Armentières

Dans la métropole, après la création de l'aire de Neuville-en-Ferrain en juillet 2015, et celle de Deùlémont cet été, trois autres vont se concrétiser d'ici la fin de l'année : à Fournes-en-Weppes (20 places), à Toufflers (10 places) et tout près de nous, à La Chapelle-d'Armentières. Cette dernière sera aménagée sur le rond-point Birchington et comptera 50 places. « Si chacun apporte sa petite pierre, l'environnement se portera mieux. C'est aussi un problème de santé publique », insiste Anne Voituriez. C. J. ■



Quel bilan, quelle réglementation ?

Quel bilan pour la première aire créée en 2015 à Neuville-en-Ferrain ? Mise en service sur la zone industrielle, l'aire est trop récente pour qu'un bilan soit fait. « Des comptages devraient être effectués cet automne pour en connaître l'utilisation actuelle », indique la MEL, en supposant que la fréquentation de l'équipement est cependant

modeste. Que risque-t-on à stationner sur une aire de covoiturage même si on ne le pratique pas ? La réglementation exclut « théoriquement » les véhicules ne pratiquant pas le covoiturage. « C'est incivique, comme si l'on se garait sur une place pour personnes à mobilité réduite », estime Anne Voituriez. Cependant, la MEL reconnaît que « la vérification

par des personnels habilités est difficile puisqu'il faudrait être présent pour voir qui se gare » et ce que font les occupants de chaque véhicule. Tous espèrent que la signalisation soit assez dissuasive pour limiter les abus. ■



VP4 - DÉVELOPPEMENT
DURABLE, TRI, TRANSITION
ÉNERGÉTIQUE...

L'Agglo primée pour la biodiversité de deux de ses sites naturels

Maubeuge. L'Agglo a obtenu trois libellules sur cinq au concours de la « Capitale française de la biodiversité 2016 », pour son opération de requalification des friches industrielles « portes des Marpiniaux et Pantegnies ». Ce projet a été retenu par le Comité scientifique et technique pour figurer au recueil d'actions exemplaires 2016 car il entrait dans le thème de cette année qui était « sols et biodiversité ». Depuis 2004, la requalification progressive des sites des Portes des Marpiniaux à Marpent et Boussois, et la réserve naturelle régionale de Pantegnies à Pont-sur-Sambre, ont aidé au développement de la faune et de la flore, parfois rare.

Une faune et une flore rares

Sur le site des Marpiniaux, la reconnexion à la Sambre et la restauration de la zone humide, ont permis de créer une zone de fraysère notamment pour les brochets. La Pyrolle à feuille ronde, une plante rare, s'y est également développée. Sur le site de Pantegnies, d'autres espèces rares se sont développées. Il y a notamment le Triton Crêté, un amphibien aux allures de salamandre, la Gorge-bleue à miroir, un petit oiseau, ou encore l'orchidée *Dactylorhiza incarnata*. Le concours « Capitale française de la biodiversité » existe depuis 2010. Il est organisé par deux associations, l'une nationale, Plante & mp; Cité, un centre d'ingénierie de la nature en ville, et l'autre régionale, Naturepa-

rif, agence régionale pour la nature et la biodiversité en Île-de-France. Ce concours a quatre objectifs. Le premier est d'aider les agents et élus des collectivités à trouver des idées d'action. Le deuxième est de créer du dialogue entre les services et les élus. Le troisième, de valoriser et promouvoir les actions entreprises pour améliorer les territoires. Et enfin le dernier objectif est de partager les bonnes pratiques pour aider à protéger l'environnement. Le thème de l'année prochaine sera : « Aménager, rénover et bâtir en favorisant la biodiversité ». Pour le moment, plusieurs projets sont possibles, mais l'Agglo n'a pas encore déterminé lequel devrait être présenté au concours. L. L. V. ■



Victoire des paysages valorisés

Replanter des arbres, penser à la verdure et à l'ombre, une évidence en ces jours de canicule en Picardie. Mais voilà des villes et des communes ont cédé au béton et à l'urbanisme décomplexé depuis longtemps. C'est aussi pour contrer cette tendance qu'existe le concours des « Victoires du paysage », pour mettre en lumière les valorisations des espaces. « À chaque journée de canicule, on refait le constat qu'il y a trop de zones minérales dans les villes et les périphéries et insuffisamment de parcs et de quartiers ombragés dans beaucoup de communes », regrette Michel Audouy, architecte paysager et à la fois président du jury, secrétaire général de la Fédération française du paysage et président de l'interprofession Val'Hor. Ledit président et son jury technique visitent, mardi 30 août au matin, le Jardin du mémorial international de la Première Guerre mondiale à Ablain-Saint-Nazaire dans le Pas-de-Calais, puis l'après-midi, à partir d'Amiens, l'aménagement de différents belvédères dans la Somme. Ce sont deux des neuf aménagements des Hauts-de-France sélectionnés dans les différentes catégories (lire par ailleurs). « Neuf dossiers sur 81 dans tout le pays, c'est une bonne proportion pour les Hauts-de-France. Une région qui agit sans conservatisme. Le nord et l'est sont bien plus dyna-

miques en termes de projets paysagers que le sud qui a tendance à se laisser vivre. La Méditerranée est un enfant gâté qui se montre très décevant », n'hésite pas à comparer Michel Audouy. Qui salue notamment les efforts de Lens pour sa politique de reconstruction paysagère, avec la revalorisation de ses terrils sur le plan culturel et des loisirs. Les baisses des dotations de l'État rendent un peu frileuses les collectivités locales. Ce concours est aussi destiné à sensibiliser les élus locaux sur la nécessité des aménagements paysagers et écologiques, pour maintenir au plus haut niveau qui soit, les ouvrages publics et les chantiers nécessaires. Le Conseil départemental de la Somme est ainsi mis à l'honneur pour ses trois années de travaux, conclus en 2015, pour l'installation de belvédères. « Ce sont 28 sites aménagés de Ham jusqu'à la baie de Somme sur 120 kilomètres, détaille une technicienne du département. L'investissement de 1 milliard d'euros a été financé pour moitié par une subvention de l'ancien Conseil régional de Picardie. L'idée a consisté à installer du mobilier d'interprétation du paysage à la fois tourné vers les habitants et les touristes. Il s'agit de comprendre les paysages et leur évolution marquée par l'histoire et l'archéologie. » Les belvédères sont associés à des par-

cours de promenades, connectés à la véloroute de la vallée de Somme, au parcours de randonnée pédestre mais aussi aux espaces naturels dits sensibles. C'est donc une réflexion d'ensemble à la valorisation et à la protection des sites. « Aucun belvédère ne ressemble à un autre », souligne encore la technicienne. Des écrivains comme Colette et Jules Verne, des légendes locales sont évoqués sur ces différents sites naturels. La Première Guerre mondiale est forcément présente, notamment avec Blaise Cendrars, du côté de Frise, ce joli coin de la vallée de la Somme qui offre l'une des plus vastes tourbières d'Europe. « Cette démarche de territoire est atypique et très intéressante. Il y a dans la Somme une vraie volonté de valorisation à grande échelle, souligne le président national. Qui loue de la même manière le parc écologique de Creil qui permet justement en ce moment d'adoucir les excès du climat » et aussi le parking écologique à l'ambiance forestière du Domaine de Chantilly. « Les communes préoccupées par les problèmes économiques sans se soucier des paysages ne produisent que des gâchis monstrueux », assène Michel Audouy. On l'aura compris, « les victoires du paysage » espèrent susciter des initiatives pour offrir d'autres respirations. NICOLAS TOTET ■



Quatre aménagements picards sélectionnés

Parmi les 81 dossiers retenus au niveau national, figurent neuf aménagements de la région des Hauts-de-France dont quatre pour la Picardie. Les nominés sont la communauté d'agglomération de Creil (Oise) pour son parc écologique de l'île Saint-Maurice dans la catégorie

« jardin urbain », la mairie de Plailly (Oise) pour son éco-parc La cavée du gué et le Conseil départemental de la Somme pour l'aménagement et la valorisation des belvédères dans la catégorie « espace à dominante naturelle » et la fondation du domaine de Chantilly avec son parking perma-

nent au chapitre « infrastructure verte ». Le rapport du jury technique sera présenté le 11 octobre à Paris et le palmarès dévoilé en décembre. Le prix du public fait son retour dès le 1er septembre sur www.lesvictoiresdupaysage.com ■



L'arboretum, un des enjeux touristiques du massif forestier

FORÊT DE MORMAL. Situé au sud-ouest du massif forestier, l'arboretum est très fréquenté. Non loin de l'étang David, et d'un sentier de grande randonnée, il est le lieu idéal pour qui souhaite humer le bon air en toute quiétude. Le site est grillagé, empêchant l'intrusion d'animaux, tels que les sangliers, et aménagé d'un kiosque, sous lequel des panneaux d'information représentent le plan central du site et les différentes espèces. Elles sont une soixantaine, des feuillus et des résineux, du séquoia au cèdre en passant par le sapin, le tulipier, le marronnier. Il est agréable d'emprunter les sentiers de promenade à l'intérieur de cet arboretum, où les visiteurs ont tout loisir d'allier détente et promenade. Cette belle carte postale est aujourd'hui écornée. Les promeneurs ont remarqué qu'au fil du temps l'espace qui avait pour objectif de préserver certaines espèces d'arbres, et de les montrer au grand public, a fini par se dégrader. « Nous, on aime s'y promener. Mais, regardez là-bas

les sapins sont tous malades, et en plus, une maman qui vient ici avec une poussette, c'est difficile pour elle d'évoluer dans ce parc. Le passage en bois s'est dégradé », nous expliquait un des promeneurs croisés. L'homme pointe du doigt ces marques frappées d'un sceau sur le tronc de certains arbres. Un marquage réalisé par l'Office national des forêts, qui a en charge la gestion, et dont la réhabilitation du site répond à un objectif de préservation et de mise en valeur. Un panneau à l'entrée de l'arboretum interpelle le visiteur lambda. Il l'avertit que l'arboretum de l'étang David est en cours de restauration. Et il en explique les raisons : des arbres qui souffrent du manque de lumière et présentent pour certains des signes de dépérissement. Certains seront donc éclaircis, d'autres coupés, et durant les travaux, les secteurs seront interdits au public par mesure évidente de sécurité. Les arbres qui montrent des signes de dépérissement, ce sont surtout ces résineux. À force, le système racinaire montre

des signes de fatigue, ne se développe pas, et les arbres peuvent tomber tels des dominos. À ce jour, si certains arbres ont bel et bien été marqués pour la coupe, d'autres ont été démarqués, par un seau spécifique, de couleur noire. Le marquage a été revu à la baisse, après une expertise demandée par la Communauté de communes du pays de Mormal qui fait suite à la levée de boucliers de certains élus et d'associations. « Nous ne sommes pas opposés au projet de restauration, mais pas sans projet derrière », indique le président de Mormal Forêt Agir, Benoît Tomssen. Prévue au départ pour être engagée dans le courant de cet été, la restauration de l'arboretum est « décalée ». Pas de coupe prévue cette année, confirme Guislain Cambier, président de la CCPM et du Parc de l'Avesnois, mais une réunion participative fixée courant octobre, pour parler de l'avenir de l'arboretum. ESTELLE BAILLIEUX ■



Des pistes pour le futur arboretum de l'étang David

Si Marjorie Levasseur, chargée de mission pour le développement touristique auprès de la Communauté de communes du pays de Mormal, devait se rendre il y a quelques jours à Nogent-sur-Vernisson, ce n'est pas juste pour y faire du tourisme. C'est que cette commune située dans le Loiret abrite l'arboretum national des Barres, ses dimensions donnent le tournis : 35hectares, 2 600 espèces d'arbres représentant les cinq continents... bref, un musée à ciel ouvert, avec des boutiques, de la vente de végétaux, des visites guidées payantes,

des expositions, comme présente le site internet des Barres. « Il y a pas mal de choses à aller chercher », confiait Marjorie Levasseur. Entendez par là des idées à puiser, notamment dans l'accueil du public ou pédagogique dédié aux enfants pour le futur aménagement de l'arboretum de Mormal. Mais hors de question d'en faire un équipement payant, reprend-elle aussitôt. « Il faut adapter l'accueil du touriste à notre époque. Par exemple, ne plus réaliser de livret d'accueil papiers, mais dématérialiser le livret de découverte

par une application numérique. » Reste à trouver un projet cohérent par rapport à la valorisation touristique de la forêt de Mormal, dont l'arboretum est un des enjeux identifiés dans le cadre du contrat de rayonnement touristique en Sambre-Avesnois. Et surtout à trouver les financements. L'option serait de répondre à un appel à projet pour le Département et la Région, dans le courant de 2017. ■



VP6 - APPRENTISSAGE

FORMATION

L'apprentissage ne décolle toujours pas

LES RENTRÉES se succèdent et le message est sans cesse répété : l'apprentissage doit se développer en France. Mais rien à faire, l'apprentissage tâtonne. L'Oise ne fait pas exception. Au contraire : selon les derniers chiffres de l'Insee, le département comptait 4 463 apprentis en 2014, contre 4 852 en 2012.

Pourtant, la région des Hauts-de-France a rappelé mercredi que 300 offres n'avaient pas trouvé preneur pour la rentrée. Paradoxalement, dénicher une entreprise relève du parcours du combattant pour les jeunes. « Il existe souvent un décalage entre les attentes des uns et des autres », souligne un employé de Pôle emploi.

« Les contraintes administratives rendent les choses un peu compliquées, reconnaît Cyril Chevalier. La plus ennuyeuse, c'est que les horaires de l'apprentissage ne sont pas adaptés à mon métier. » Toutes les nuits, ce boulanger est aux fourneaux dès 1 h 30 à Cuise-la-Motte. Son apprenti, Maxime, n'arrive que bien plus tard. Légalement, il ne peut pas débiter avant 5 heures.

Pour l'artisan, si l'on veut inciter les embauches d'apprentis — « une aide à moindre coût » —, il conviendrait que leurs horaires varient en fonction du métier ». De quoi, aussi, permettre à l'élève de savoir ce qui l'attend. Beaucoup découvrent une fois sur le marché du travail qu'ils n'ont pas la passion du métier et ne sont pas prêts à faire les sacrifices nécessaires. « J'ai eu cinq apprentis, explique Cyril Chevalier. Maxime est le seul qui est allé au bout de son CAP. »

La motivation, ce n'est toutefois pas ce dont manque Sofiane Urbain. Sûr de son choix, la mécanique, il s'est mis à la recherche d'un patron dès mars. Cinq mois plus tard, après avoir écumé tous les garages du Bassin creillois, toujours aucune réponse. « Certains ne veulent pas d'apprentis, d'autres en ont déjà », souffle-t-il.

Sa mère, Sandra, ne pensait pas que ce serait si dur. « Nous avons contacté le garage dans lequel il avait fait un stage l'an dernier. Le patron a étudié le problème mais c'était trop compliqué, administrativement parlant, de prendre un apprenti. ». Sans

permis, le garçon de 14 ans est aussi désavantagé par rapport à la concurrence. « Les patrons veulent souvent des apprentis déjà opérationnels, et ne sont pas assez dans le principe de formation », regrette l'employé de Pôle emploi. Sofiane n'a plus que jusqu'au mois d'octobre pour trouver, sinon, il perdra son inscription au centre de formation d'apprentis de Nogent-sur-Oise. ■



Cuise-la-Motte, samedi. Cyril Chevalier (à droite), boulanger, apprécie l'aide de son apprenti, Maxime. Mais, légalement, ce dernier ne peut pas respecter les horaires en vigueur dans ce métier. Au grand dam du patron. (LP/V.G.)

*par Vincent Gautron-
neau, Simon Gourru Et Florent Hé-
laine*



Les formations s'adaptent au marché local

On comptait, l'an dernier, plus de 70 formations en apprentissage disponibles dans l'Oise : boulanger, boucher, chocolatier, banquier, commercial, assistant de gestion ou encore... maréchal-ferrant. Lors de cette rentrée 2016, l'offre départementale va encore s'enrichir pour tenter de séduire un peu plus. Le 12 septembre, le lycée Robert-Desnos, à Crépy-en-Valois, accueillera dix apprentis en CAP « opérateur logistique ». Formés entre l'établissement professionnel et le

site de l'entreprise FM Logistic de Crépy, ils y apprendront les métiers de cariste ou de préparateur de commande. « On a créé cette filière pour répondre au besoin local de main-d'œuvre de l'entreprise FM Logistic, positionnée sur un secteur porteur », précise Jean-Michel Bihet, proviseur. La genèse de ce projet, c'est la difficulté de FM Logistic à recruter. Son site de Crépy, en expansion, doit faire face à une pénurie de candidats. « On veut redorer l'image des métiers de la logistique et donner envie

de travailler pour nous », lance Nicolas Puillon, le directeur, dont les équipes ont participé à l'élaboration du contenu des cours. Avantage indéniable pour le futur, la formation est donc calquée sur les besoins de l'entreprise : « Après un an, les étudiants sont opérationnels. » Les étudiants y trouvent donc aussi leur compte, avec un travail à la clé. ■

par Paul Thiry



VP7 - AGRICULTURE, AGROALIMENTAIRE

Lait et blé, la double peine

Triple peine! Le lait de ses 45vaches laitières, Patrice Payen le vend « 250euros les mille litres, alors que [son] coût est au bas mot de 320euros ». L'autre pilier de son exploitation de 138hectares, ce sont des céréales : « aucune marge à cause des rendements et de la qualité en chute libre cette année ». Troisième source de revenus, la viande de vache de réforme - les laitières en fin de vie productive : « le prix est passé de 3 à 2,4euros le kilo depuis le début de l'année et la baisse se poursuit! » Il y aurait de quoi faire pleurer Margot ou Cosette, dans cette ferme à Fléchy, près de Breteuil, si elle ne disposait pas de réserves accumulées lors des belles années. Il y en a eu. Patrice Payen ne demande d'ailleurs

absolument rien, si ce n'est « une fiscalité adaptée pour ces réserves, qu'on réinvestit très vite pour échapper à des prélèvements disproportionnés ». « Il faut une Europe fiscale, sociale et agricole », enchérit Hervé Davesne. Ses 80 hectares de céréales, et de betteraves, vont lui vider les poches cette année. Une année exceptionnelle. À 30 ans, avec son niveau de charge et de remboursement, il se pourrait que, la mort dans l'âme, il fasse appel à ses parents pour assurer ses fins de mois. Pour continuer de « tenir en bout de la chaîne avec tout le monde au-dessus, les multinationales et les grandes enseignes, avec la pression réglementaire, fiscale et environnementale ». Pas très optimiste. Mais le cadre est planté.

Cette crise du lait et du blé serait le symptôme d'un mal plus profond. « L'agriculture, c'est l'alimentation. Et l'alimentation pèse de moins en moins dans le budget des familles, alors que c'est un marché totalement ouvert en Europe. La concurrence est extrême et il y a en France un problème de compétitivité, dont un des facteurs concerne nos charges trop importantes », résume Laurent Mingam, directeur de la Fédération des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) de l'Oise (lire son interview ci-contre). « La sortie de crise s'effectuera sur le long terme », conclut-il. D.G. ■



« La ferme Oise a perdu 120 millions »

Dans l'Oise, quel aspect prend la présente crise agricole? Il y a 2980 exploitations dans l'Oise dont l'essentiel de la surface agricole utile est consacré aux grandes cultures. La « ferme Oise » a perdu 120 millions d'euros de marge uniquement sur les céréales, du fait des baisses conjointes de rendement et de qualité. C'est une année historique de ce point de vue. Et les difficultés actuelles sur le prix du lait? Il y a 450

points de collecte laitière dans l'Oise. Le modèle dominant parmi les 3600 agriculteurs du département est mixte, il associe de la polyculture et de l'élevage. Or, la crise est aiguë depuis 18 mois pour le lait. Les marges des industriels du lait et des grandes surfaces ont continué de progresser, celle des producteurs de base s'effondre. Le prix du lait n'est toujours pas le bon. Les aides publiques ont-elles amorti le choc? C'est une

goutte d'eau. 50 millions d'aides sont débloquées au niveau de l'Europe, comparez avec les 120 millions de pertes dans l'Oise! Le plan d'urgence « lait » lancé dans l'Oise a distribué plus de 300 000 euros d'aide. C'est une somme, mais on reste sur des niveaux d'aide de 1500 à 2000 euros par exploitation, c'est loin du compte. ■



VP8 - CULTURE

CALAIS EXPRESS

LA MINISTRE DE LA CULTURE JUSTIFIE LE REFUS DE FINANCER « LONG MA »

CALAIS. Avant la venue du spectacle « Long Ma », organisé par Le Channel et la Ville à Calais fin juin, Natacha Bouchart avait sollicité auprès d'Audrey Azoulay, ministre de la Culture, un soutien financier de l'État. La maire avait essuyé un refus. Dans une lettre datée du 19 août adressée à Natacha Bouchart, la ministre, même en ayant « parfaitement conscience de la situation spécifique vécue actuellement par le territoire de Calais », justifie ce refus en précisant que son ministère, via la direction régionale des affaires culturelles (DRAC) de Nord – Pas-de-Calais – Picardie, soutient déjà la scène nationale Le Channel et qu'un budget exceptionnel permettra, d'ailleurs, dès 2016, de participer significativement au remplacement de son gradin qui s'était écroulé le 5 décembre faisant huit blessés. Audrey Azoulay de préciser que la Machine est conventionnée par la DRAC Pays de la Loire. La ministre conclut en indiquant que « son ministère ne peut envisager, à ce moment de l'année, d'aller au-delà des soutiens réguliers qu'il apporte sur le territoire de Calais mais qu'elle sera attentive à examiner comment les renforcer à l'avenir ». ■ Y.-M. C.



VP11 - LYCÉES

« Depuis 2015, on voit les effets des créations de postes »

Propos recueillis par Hervé FAVRE hfavre@lavoixdunord.fr -Comment abordez-vous votre deuxième et peut-être dernière rentrée scolaire? « Avec beaucoup d'enthousiasme. Ce sera la première rentrée où l'ensemble de la refondation de l'école engagée depuis le début du quinquennat va se mettre en œuvre : la priorité au premier degré, le changement des programmes, le nouveau collège. Je pense aussi que ce sera une rentrée apaisée. Les tensions qu'on a connues dans le passé étaient liées aux suppressions de postes ou de classes avant 2012. Depuis la rentrée 2015, on voit les effets des créations de postes. On le constatera plus cette année puisque, par exemple pour le premier degré, 3900-nouveaux postes sont déployés avec une démographie stable. » -La promesse de 60000postes créés pendant le quinquennat sera-t-elle tenue? « Les engagements du président Hollande en matière éducative auront été tenus, incontestablement. Pour les créations de postes, on s'était engagé à créer 60000postes dans l'éducation au sens large, c'est-à-dire 54000 dans l'Éducation nationale, 5000 dans l'enseignement supérieur et 1000 dans l'enseignement agricole. Pour l'Éducation nationale, on

atteint, à cette rentrée, 42338postes créés depuis le début du quinquennat. À la rentrée 2017, nous serons bien à 54000postes. » -On a souligné au départ les difficultés de recrutement. Le métier est-il redevenu attractif? « Les difficultés qu'on a connues sont la conséquence d'années de suppressions de postes qui ont amené des jeunes à se détourner du métier. Aujourd'hui, 93% des postes ouverts au concours en juillet ont été pourvus, quasiment 100% pour le premier degré. Dans le second degré, même dans les disciplines qui étaient en tension -maths, lettres ou langues modernes- ça va de mieux en mieux. Les taux permettent de remplacer les départs en retraite et de pourvoir de nouveaux postes. Les quelques tensions restantes seront pourvues par des contractuels mieux accompagnés et formés. » -En quoi vos réformes réduiront-elles les inégalités sociales à l'école? « Jusqu'à présent, quand on s'intéressait à ce problème -et tout le monde ne s'y intéresse pas-, on se cantonnait à l'éducation prioritaire. Avec la réforme de l'allocation des moyens menée à mon arrivée en 2014, on ne donne plus aveuglément aux établissements en fonction des seuls effets démographiques. Pour tous les

établissements, y compris hors éducation prioritaire, on tient compte de la situation sociale des familles des élèves. La deuxième réponse apportée a été de revoir les pédagogies pour traiter à la racine la question des inégalités scolaires et s'assurer que tous les élèves ont vraiment appris et consolidé leurs apprentissages. D'où la réforme des programmes qui repense la scolarité en cycle de trois ans : maternelle, CP/CE1/CE2 et CM1/CM2/6e pour bien assurer la liaison école-collège, ce qui n'était pas fait jusqu'à présent. Elle s'assure qu'on ne laissera pas passer au collège, comme aujourd'hui, près de 25% des élèves sans maîtrise des fondamentaux que sont le français et les maths. » - Vous ne voyez pas de divorce entre la gauche et les enseignants? « Il ne faut pas s'étonner qu'il y ait de l'agacement ici où là chez les enseignants, y compris quand ils adhèrent à notre projet, à se voir bousculer par des réformes, et elles ont été nombreuses dans le cadre de la refondation. Mais sur le moyen-long terme je ne doute pas qu'ils font la différence entre la gauche et la droite! » Lire l'entretien intégral sur lavoixdunord.fr. ■



Réforme du collège : l'accompagnement poursuivi cette année

- Une rentrée « apaisée », cela veut dire que, pour vous, la réforme du collège est aujourd'hui acceptée ? « Il ne faut pas sous-estimer le travail considérable effectué pendant l'année scolaire 2015-2016. C'est la première fois qu'avant de mettre en œuvre une réforme dans l'Éducation nationale, nous prenons soin de former l'ensemble de ceux qui vont avoir à l'appliquer. Concrètement, ce sont 700000 jours de formation qui ont été consacrés à cette réforme. Enseignants et chefs d'établissement ont été initiés à la façon de construire un EPI (enseignement pratique interdisciplinaire), à l'accompagnement personnalisé, à ce que signifie avoir 20% d'autonomie pour une équipe pédagogique comme le prévoit la réforme. Bien sûr, vous trouverez toujours des résistances. On estime

qu'entre 5 et 10% des établissements ont été réticents dans ce travail jusqu'alors. » - Dans les petits collèges, avec des professeurs sur plusieurs établissements, la réforme est plus difficile à mettre en œuvre... « Justement, l'accompagnement se poursuivra cette année en se concentrant sur les établissements qui rencontrent des difficultés. Cette réforme du collège fait partie d'un ensemble très cohérent. Qu'on le veuille ou non, elle sera réalité. - N'avez-vous pas cédé à la pression pour les classes bilangues ? Et pourquoi en maintenir 90% à Paris et seulement 40% dans l'académie de Lille ? « Il n'y avait pas de raison de maintenir les bilangues destinées à quelques élèves alors que tous vont bénéficier de l'enseignement d'une seconde langue vivante dès la 5e

grâce à la réforme. En revanche, dans le cadre de notre volonté de diversifier le choix des langues dès le primaire, nous avons maintenu la possibilité pour les élèves de commencer l'anglais dès la 6e dès lors qu'ils ont choisi une autre langue au primaire. C'est ce que nous appelons les bilangues de continuité. Ce sont celles-là qui ont été maintenues comme je m'y étais engagée dès le printemps 2015. De fait, il y avait plus de classes bilangues de continuité à Paris que dans d'autres académies mais c'est absurde de dire c'est Paris contre la province. On a voulu développer ces classes partout particulièrement dans les endroits les plus en difficultés sociales. Ça a été fait deux fois plus dans l'académie d'Amiens que dans celle de Paris ! » ■



Au lycée Baudimont, une cafétéria rénovée avec des produits de la région

PAR NICOLAS ANDRÉ
Arras@lavoixdunord.fr Arras.
Pour le chef Julien Aumard, issu de l'école hôtelière, c'est évidemment une nécessité que d'offrir aux lycéens la possibilité de se nourrir intelligemment. Ainsi, la cafétéria, qui complète le pool restauration avec le self, a été rénovée. En arrivant on se croirait au guichet d'un fast-food. Mais point de burgers gras sur les panneaux au-dessus de la tête pour visualiser le menu. Ici on ne fait pas dans la profusion de sauces et on ne vous incite pas à prendre la grande portion. « Tout est préparé en cuisine avec des ingrédients naturels », précise Julien Aumard. Du panini wrap de poulet ou à la salade César, la carte s'est étoffée. Quand à la salle de 180 places, elle dispose aujourd'hui d'un mobilier moderne, plus convivial. « Nous voulions que cet espace mis en place l'an dernier soit le plus

convivial possible. J'ai demandé aux fournisseurs des meubles qui ne nous évoquent surtout pas la salle de cours, » souligne l'intendant Emmanuel Devassenne. Les élèves pourront profiter de cette alternative au sel deux fois par semaine.

Sweet food, quèsaco ?

Quand au self, il a également fait l'objet d'un petit rafraîchissement et le chef, envisage déjà des changements pour les années à venir dans la disposition, dans l'offre... Pour cette année, l'innovation tient en un mot : le « sweet food ! ». En plus d'un self classique où on a tout de même fait l'effort de proposer des produits de la région comme la volaille de Licque, du poisson et des légumes frais. « Certains mettent des légumes en boîte pour le couscous, mais ici ce n'est pas le genre ! », précise Julien

Aumard. Voilà donc une autre façon de se restaurer. « J'appelle ça le sweet food ! Ce sont des menus aux portions rationnées et calculées afin qu'elles soient équilibrées. Bien sûr, les jeunes consommateurs peuvent reprendre un fruit ou des crudités. Mais tout est calculé pour qu'ils tiennent jusqu'au soir. » Des nouveautés pour manger mieux, et pas seulement pour rassurer les parents ! C'est une conception de l'éducation qui se poursuit jusqu'au bout de la fourchette. Et se prolonge aussi jusqu'à la poubelle avec une sensibilisation au tri sélectif. Aux 180 places de la cafétéria s'ajoutent donc près de 200 places au self. Mais ce sont 1100 couverts qui seront servis chaque jour dès la rentrée par l'équipe de Julien Aumard (on inclut dans ce chiffre le service au self du collège, rue du Bloc). ■



Éric Bouchet à la direction de Baudimont-Saint-Charles

Éric Bouchet remplace Philippe Carnel à la direction du groupe scolaire Baudimont-Saint-Charles-Saint-Vincent. Ce professeur d'anglais fut l'un des plus jeunes chefs d'établissement de l'enseignement privé, à 26 ans, à Pau. Il a ensuite occupé des postes de direction en Normandie, puis à Reims où il exerçait depuis huit ans, au groupe scolaire Saint-Michel. « C'est un établissement à peu près similaire à Baudimont. Je suis ravi d'être ici. Je suis convaincu que l'innovation doit être un mouvement permanent. C'est l'esprit de Baudimont et cela passe par une qualité de formation, et de relation avec les familles. Il faut per-

mettre à chacun d'aller au maximum de ses capacités. Nous avons la chance d'avoir une offre de formation qui nous le permet : lycée, post-bac, formation continue... Nous pouvons accompagner les jeunes le plus longtemps possible. »

Un groupe scolaire de plus de 2000 élèves

Éric Bouchet prend la direction d'un ensemble scolaire de centre-ville regroupant 2 100 élèves et l'équivalent de trois cents stagiaires en formation continue sur une année. Baudimont a la particularité d'accueillir une école hôtelière repensée, avec le déménagement

du bâtiment des Marronniers près de Saint-Charles, et son installation à l'arrière de Baudimont, dans un bâtiment moderne et adapté. « Nous allons y développer l'accueil des entreprises, via notre restaurant d'application notre salle de séminaire. Des entreprises qui seront nos partenaires pour des actions éducatives, conférences, etc. » Éric Bouchet a 46 ans. Philippe Carnel a été nommé délégué général de tutelle à la congrégation des Filles de la Charité, dont dépend Baudimont, mais également quatre-vingts établissements dans toute la France. ■



L'exploitation pédagogique agricole fait peau neuve pour la rentrée

PAR ESTELLE BAILLIEUX maubeuge@lavoixdunord.fr LE QUESNOY. L'exploitation pédagogique agricole du lycée des Trois Chênes a commencé sa transformation en mars, par le lancement d'un important chantier de réhabilitation. Il faut dire que l'établissement scolaire, qui se veut être la vitrine du monde agricole, disposait jusqu'ici, d'une exploitation pédagogique un peu désuète. Les élèves en certificat de spécialisation de conduite d'élevage laitier ne disposaient d'aucun bloc sanitaire, ni de vestiaires, ni de douches. « Du point de vue hygiène, on n'était pas bon », reconnaît Henry-Louis Bourgois, proviseur. Un manquement désormais réparé. Les élèves de post-bac, qui ren-

treront dès le mois de septembre en certificat de spécialisation de conduite d'élevage laitier, auront une surprise de taille. Ils disposeront de blocs sanitaires tout neufs, mais pas que... La Région a injecté une enveloppe de près de 465 000 euros dans la rénovation de l'exploitation. Deux imposants bâtiments de quelque 300m² chacun ont été érigés sur le site, et sont prêts à abriter, pour l'un le fourrage, et pour l'autre le matériel pédagogique et les outils nécessaires aux travaux de maintenance. De plus, une citerne de récupération d'eau de pluie permettra de jouer la carte du développement durable et d'utiliser cette eau de récupération pour le lavage des engins et de la salle de traite. « Ces travaux étaient attendus

depuis 2009. L'exploitation pédagogique est le cœur du réacteur par rapport à l'ensemble de nos formations. C'est la vitrine que l'on doit donner à la profession de demain et des jeunes en formation », souligne Henry-Louis Bourgois, même si aujourd'hui, « les formations ne sont plus uniquement purement agricoles ». Le deuxième certificat de spécialisation est d'ailleurs centré sur la fromagerie, et la transformation de produits fermiers. Les travaux se terminent sur le site, reste à finaliser les plantations et intégrations paysagères, et d'achever la voirie, travaux qui seront terminés dans les prochains jours. ■



L'extension du hall de génie alimentaire dans les tuyaux

LE QUESNOY. Le lycée agricole a fait de la transformation de produits laitiers une de ses spécialités, une formation, directement liée à l'exploitation pédagogique agricole. C'est que des Bleues du Nord découle le projet de Blue Sel 1 et 2, un programme européen visant à valoriser cette race typique du Hainaut français et belge... aboutissant au Pavé bleu, qui connaît depuis un succès grandissant. « On a du mal à répondre aux demandes », confiait Stéphane Dubois, directeur de l'exploitation.

Pur jus

Le hall de génie alimentaire, autrement dit le laboratoire de transformation de produits, pourrait à terme répondre à un projet d'extension, ce qui intégrerait une réserve sanitaire et un espace qui abriterait une ligne d'embouteillage de jus de pommes. « Nos apprentis et adultes réalisent du pain, du fromage, des yaourts, des sorbets... L'espace existe mais il est trop petit, souligne le proviseur Henry-Louis Bourgois. Actuellement, nous avons une presse, une embouteilleuse à but pédagogique. L'idée est de créer un pôle spécifique. Les

plans sont actés, le projet serait attendu pour 2017... espère-t-on du côté de l'établissement scolaire agricole. Inévitablement, ce projet serait en lien avec le verger conservatoire, situé le long du contournement. « Nous souhaiterions mettre dans le coup les élèves, avec le centre de ressources génétiques de Villeneuve-d'Ascq, avec une première récolte de pommes anciennes, arrivées à maturité, pour l'automne... sans doute en octobre. » Restera à travailler sur l'étiquetage des bouteilles, comme l'ont été tout autant auparavant, celles du Pavé bleu. À suivre.E. B. ■



Rentrée scolaire 2016 : quoi de neuf dans les lycées des environs ?

Par Emmanuelle Dupeux
montreuil@lavoixdunord.fr
Montreuillois. 1 Lycée Lavezzari : une nouvelle prépa « ergo » ! Le lycée polyvalent de Berck, à forte identité sanitaire et sociale, va étrenner une nouvelle prépa post-bac, pour le concours d'ergothérapeute. Il existe en effet une école de kiné et d'ergo dans la commune. Autre nouveauté : une option APSA (activités physiques, sportives et artistiques) sera proposée aux secondes générales. Une 8e classe de secondes va d'ailleurs ouvrir cette rentrée pour alléger les effectifs. S'agissant du personnel, la rentrée sera marquée par l'arrivée d'Anne Douchin, une nouvelle adjointe du proviseur, pour lequel un poste a été créé. Au plan des travaux, pas grand-chose à signaler hormis la sécurisation de l'accès pompiers, situé au niveau du parking. Un chantier nécessaire, car les auto-

mobilités avaient jusque-là tendance à se garer dessus. 2Lycée Woillez : un nouveau proviseur Un nouveau proviseur prend les rennes du lycée de Montreuil. Il s'agit de Patrick Lahouste, qui arrive de l'académie d'Amiens et remplace Nathalie Dupain, mutée à Paris (XXe arrondissement). Le nombre d'élèves devrait tourner autour de 1200. L'effectif est en hausse, notamment au niveau des secondes, qui bénéficieront d'une division et demie en supplémentaire cette rentrée. L'été a été marqué par des gros travaux en chaufferie et par la remise en peinture de plusieurs salles de classe. Petite nouveauté à signaler : les parents peuvent désormais payer les frais de restauration des demi-pensionnaires par internet. 3Lycée Jules-Verne : le bac pro maintenance rouvre L'effectif, assez stable, du lycée professionnel Jules-Verne d'Étaples de-

vrait être compris entre 230 et 250 élèves. En septembre, cet établissement qui forme principalement aux métiers du Bâtiment (menuiserie, maçonnerie...) et de l'industrie (électricité et maintenance), du CAP au bac pro, ouvre à nouveau sa classe de bac pro maintenance des équipements industriels fermée il y a quelques années. Celle-ci comprendra une première année en établissement scolaire et les deux suivantes en alternance en apprentissage en entreprise, pour une meilleure intégration dans le monde du travail. Cette réouverture, assez logique vu la proximité d'établissements comme Valéo, a été rendue possible par un partenariat avec les entreprises. NB : Nous n'avons pas réussi à joindre le responsable du lycée hôtelier du Touquet. ■



Le lycée agricole de Radinghem ne connaît pas la crise

Radinghem. L'agriculture a beau être actuellement en crise, le lycée agricole public de Radinghem va quand même accueillir cette année 200 élèves, auxquels il faut ajouter 110 apprentis. « Un effectif en augmentation, qu'on n'avait pas atteint depuis longtemps » se réjouit Hélène de Bernardi, proviseure de l'établissement, qui chapeaute également le lycée agricole de Tilloy-les-

Mofflaines. Il est vrai que la région reste très pourvoyeuse d'emplois dans le secteur de l'agroalimentaire... Et le lycée ne se cantonne pas à l'agriculture puisqu'il forme aussi à l'aménagement paysager et aux services à la personne. Sur le plan pédagogique, la « rénovation » du bac pro agricole est à souligner. « Avec beaucoup plus de place consacrée à la question du produire autrement, de

l'agro-écologie », conformément aux orientations de l'actuel ministre de l'Agriculture et de la Région. L'autonomie fourragère, qui permet de réduire les charges, est par exemple expérimentée sur l'exploitation agricole du lycée. L'écopaturage par des moutons aussi. E.Dx ■



VP13 - JEUNESSE ET SPORTS

« Le GP de Fourmies vaut une étape du Tour de France »

PAR LIONEL MARÉCHAL
fourmies@lavoixdunord.fr
FOURMIES. La 84e édition du Grand Prix de Fourmies (GPF) de cyclisme - La Voix du Nord - Trophée Crédit mutuel a été présentée, jeudi à Lille, par le président du comité d'organisation, Jacques Thibaux. Voilà ce qu'il faut retenir de la Classique de l'Avesnois 2016 (205 km) programmée le dimanche 4 septembre. -Arrivée : après l'installation d'un portique électronique, la ligne d'arrivée sera entièrement relookée sur les derniers 200 m. De même, les prix des sprints et des monts vont être habillés. -Engagés : il y aura 22 équipes (dont cinq Pro Team) pour 176 coureurs. -Invités : les invités du

GPF seront Jean-Philippe Bruyère, « l'homme au vélo » qui a évité une chute massive du peloton l'an passé, et Wendy Gervois, la gagnante de Koh-Lanta. -Notoriété : « Combien de courses sont capables de mettre sur la route de tels champions ? », s'est interrogé le président. Pas beaucoup. Le GPF propose ce qui se fait de mieux pour une épreuve d'un jour. Bien sûr au niveau hexagonal mais aussi international. Ça vaut une étape du Tour de France ». - Oreillettes : elles seront autorisées cette année, ce qui devrait peut-être changer la physionomie de la course. -Pronostic : le président Thibaux souhaiterait voir Julian Alaphilippe sortir du peloton et gagner mais

pense plutôt à une arrivée au sprint entre les Boonen, Kittel, Bouhanni, Coquard...(ah les oreillettes). -Repas : le GPF va servir 1 200 sandwiches le matin et 1 050 repas le midi dont 350 pour le VIP. -Stars : elles ne manqueront pas entre les Boonen, Alaphilippe, Kittel, Demare, Bardet, Coquard, Chavanel, Bouhanni, Trentin, Cimolai, Modolo, Westra, Dumoulin, Cunego, Pozzato et, inscrit de dernière minute, l'ancien champion du monde Rui Costa. -VIP : c'est l'ancien professionnel et sélectionneur de l'équipe de France, Frédéric Moncassin, qui animera le super VIP en commentant la course en direct. ■



Des partenaires plus que satisfaits

Lors de la présentation du 84^e Grand Prix de Fourmies (GPF) de cyclisme, plusieurs partenaires sont intervenus : -André Halipré, président du Crédit Mutuel Nord Europe : « Chaque année, nous soutenons 400 manifestations et 50 événements cyclistes. Dont le GPF à qui nous apportons notre totale confiance depuis 24 ans ». -Mickaël Hiraux, maire de Fourmies : « Le comité d'organisation peut s'appuyer sur la municipalité. Nous aiderons le GPF dans le cadre de son audit car

cette course, c'est un véritable coup de projecteur sur notre ville. Mais c'est d'abord un travail de bénévoles et une histoire d'hommes ». -Carole Devos, conseillère départementale : « Le GPF fait découvrir une belle région, l'Avesnois et son ValJoly. C'est LE rendez-vous sportif de fin saison ». -Benoît Wascot, conseiller régional : « Dans la région des Hauts-de-France, il y a 220 clubs cyclistes et 7 000 licenciés. Le GPF leur assure un rayonnement sportif majeur et il permet de mettre en lumière un petit

territoire autant que les métropoles ». -Gabriel D'Harcourt, directeur-général de « La Voix du Nord » : « Notre journal soutient le GPF depuis 1946, soit presque depuis ses origines (1944). C'est un rendez-vous de proximité que l'on attend toujours avec impatience. Encore plus cette année avec la Braderie de Lille qui est mise entre parenthèses ». ■



VP14 - RURALITÉ,
DÉVELOPPEMENT DU
NUMÉRIQUE, FAMILLE...

Calais : le seuil des 10 000 migrants franchi

Alors que les rixes se succèdent, la situation dans les camps de la région devient intenable, selon la police.

IMMIGRATION L'ambiance était tendue à Calais, elle devient explosive. Selon une note remise jeudi dernier au syndicat de police Alliance (majoritaire chez les gardés et gardiens), le nombre de migrants au camp de la Lande, baptisée la « jungle », « devrait atteindre les 10 000 d'ici à début septembre ». Les chiffres des associations humanitaires, qui évoquaient 9 000 personnes (4 500 en juin), sont maintenant dépassés par les propres estimations des forces de l'ordre.

Et encore ne s'agit-il que des migrants de Calais, car si l'on compte le camp de Grande-Synthe, près de Dunkerque, et les multiples implantations sauvages dans plusieurs agglomérations côtières, ce sont au moins 12 000 déracinés qui se concentrent dans la région, dans l'espoir de rejoindre la Grande-Bretagne.

Pour le secrétaire général d'Alliance, Jean-Claude Delage (lire ci-dessous), « il y aura bientôt tellement de gens dans la "jungle" que chaque jour qui passe rend plus périlleuse une évacuation en masse. » D'autant qu'il faudra reloger la plupart de ces personnes. Le gouvernement a annoncé cet été vouloir faire passer le nombre de places dans des « centres d'orientation » ailleurs en province de 2 000 à 5 000. Mais les 3 000 places supplémentaires promises n'existent, pour l'heure, que sur le papier.

Expulser les indésirables ? Ceux qui ne répondent pas aux critères de l'asile, les migrants économiques donc, sont une majorité dans les camps concernés. Ils ont, en principe, vocation à partir. Mais voilà : dans le Pas-de-Calais, alors que les arrivées n'ont jamais été aussi importantes, les éloignements exécutés par les services de la Police aux frontières (PAF) ont diminué. Entre le 1^{er} janvier et le début du mois d'août, à peine plus de 1 100 illégaux ont été expulsés, soit une baisse de 4 % par rapport à la même période de l'année précédente. Dans le même temps, dans le Nord, pour un total de 450 expulsions environ, il n'y a que sept éloignements de plus... en sept mois.



Vue aérienne de la « jungle », à Calais, où les conflits entre migrants de différentes nationalités se multiplient. Photo : MICHEL SPINGLER/AP

Xavier Bertrand, le président des Républicains du conseil régional des Hauts-de-France, le regrette : « Le gouvernement n'a que trop tardé. » Lui assure ne « plus rien attendre » du trio exécutif Hollande-Valls-Cazeneuve. Car au-delà même de l'évacuation éventuelle du camp de la Lande et de ses ersatz, il convient, selon lui, de renégocier les accords du Touquet qui obligent la France à jouer les gardes-frontières pour le compte des Britanniques, moyennant quelques

compensations financières. « *Un marché de dupes !* », proteste-t-il.

Selon la note du syndicat de police Alliance, dans l'urgence, pour faire face aux assauts répétés des migrants qui tentent de monter dans les camions sur les axes routiers comme l'A16, la Place Beauvau a fait passer à Calais le nombre de compagnies de CRS de 8,5 à 10,5, soit environ 150 hommes de plus. « *La Sécurité publique est très souvent employée sur la problématique migrant et non pas sur son cœur de métier et cela se ressent sur le quotidien* », estiment les auteurs de la synthèse d'Alliance qui affirment que « *les chiffres de la délinquance sur Calais explosent.* »

« Une zone de non-droit »

À les lire, « *le camp n'est absolument pas contrôlé* ». Il « *est devenu une zone de non-droit, aucun collègue ne peut y pénétrer la nuit. Seule une entrée est contrôlée par lecteur optique et identification, là où des mobil-homes sont implantés.* » Une sécurité minimale pour « *1 500 migrants seulement* », constatent-ils. L'idée d'un « *couvre-feu* » réclamé par Xavier Bertrand semble leur convenir. « *Pourquoi pas ?* », écrivent-ils. Et d'ajouter : « *Il est de notoriété publique que les migrants sont instrumentalisés par des activistes, tels les Black Blocs ou les No Borders, connus et identifiés par les collègues* ». La plupart, selon eux, sont « *membres d'associations d'origine anglaise* ».

Depuis fin juillet, deux migrants sont morts lors de rixes. Les délégués d'Alliance le redoutent : « Il va y avoir d'autres morts. » Ainsi, « dans la nuit du 22 au 23 août, une rixe a éclaté entre 400 Afghans et 400 Soudanais, faisant un mort et six blessés graves. » Conclusion : « Le ras-le-bol des Calaisiens et des commerçants est palpable. L'économie, le tourisme s'en ressentent, les policiers ont l'impression de ne servir à rien. »

Cette inquiétude est partagée par tous les syndicats de policiers.

L'Unsa-police, bien implantée chez les CRS, confirme qu'« en quelques semaines, le nombre de repas servis au camp de la Lande a augmenté de 30 % ». Or tous les migrants ne se signalent pas aux autorités.

Denis Hurt, le délégué zonal de cette organisation syndicale, révèle qu'« une vingtaine de migrants parvient à passer chaque jour en Angleterre ». Et pourtant, selon lui, « ce n'est visiblement pas l'eldorado tant espéré, puisque certains reviennent. »

À Calais, la police se prend à rêver qu'une solution se dessine avant l'automne. Car c'est la nuit que les migrants les plus décidés passent à l'action. « Quelques usagers de la route ont déjà été pris à partie », confie Denis Hurt. Or, dans quelques semaines, la nuit sur le Ca-laisis tombera beaucoup plus tôt, aux heures de sortie de travail. Des confrontations plus fréquentes sont à craindre.

■

par Jean-Marc Leclerc E@leclercjm



« Nous ne sommes pas les gardes-barrière des Anglais ! »



SECRÉTAIRE GÉNÉRAL du syndicat de police Alliance (majoritaire), Jean-Claude Delage estime qu'il faut revoir l'emploi des forces de l'ordre à Calais.

LE FIGARO. – Vous avez fait prendre le pouls du terrain à Calais. Que vous disent vos troupes ?

Jean-Claude DELAGE. – Les hommes n'en peuvent plus. Les CRS sont devenus des vigiles qui surveillent la distribution des repas et même les prises de douche des migrants. Est-ce bien leur rôle ? Au-delà même du coût exorbitant de cette politique, il y a la violence su-bie chaque nuit désormais par les unités

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

sur le terrain. Ce n'est plus supportable. Les policiers français ne sont pas les gardes-barrière des Anglais ! Dans cette affaire, nos forces n'ont que des coups à prendre. Il faut que cela cesse.

Mais si la France lève les barrages, les Anglais ne se contenteront-ils pas de nous renvoyer les migrants qu'ils ont pu intercepter ?

Ce qui est certain, c'est que la police française ne pourra pas tenir longtemps, vu la pression à Calais. Il faut sortir de ce guépier par un règlement politique du dossier. La question se pose avec d'autant plus de force que la Grande-Bretagne a signifié par son Brexit qu'elle se détachait des règles communes de l'Union européenne. Pendant combien de temps encore va-t-on distraire les policiers français de leur mission de sécurité des personnes et des biens sur le territoire national, alors que nous sommes en

plein état d'urgence, du fait de la menace terroriste ?

Que faire dans l'immédiat ?

Il faut vider cette « jungle » et cesser d'épuiser les effectifs de police dans des missions de gardiennage. Inévitablement, il faudra renégocier les accords avec les Britanniques. Car tout endurer à leur place en échange de quelques millions d'euros par an pour installer des grillages et des caméras, cela ne fait pas une politique ! La région de Calais est aujourd'hui sinistrée, la population exaspérée. Demain, il y aura peut-être un policier tué en intervention, vu le climat de tension. Et je ne parle pas du risque d'un acte d'autodéfense de la part des habitants les plus exposés. Au nom de quoi devrions-nous maintenir à tout prix en France des gens qui veulent aller ailleurs ? C'est une question qu'il faut trancher et vite. ■

par J.-M. L.

« Il faut sortir de ce guépier par un règlement politique du dossier » JEAN-CLAUDE DELAGE, SYNDICAT ALLIANCE



Sarkozy veut un centre en Angleterre

Nicolas Sarkozy s'est prononcé samedi pour une remise en cause des accords du Touquet qu'il avait signés en 2003 en tant que ministre de l'Intérieur et qui placent à Calais la frontière franco-britannique, entravant ainsi l'immigration clandestine vers la Grande-Bretagne. « Tous ceux qui

sont ici à Calais et qui veulent passer en Angleterre, que les Anglais instruisent en Angleterre le dossier de ces candidats, ce n'est pas en France que nous devons le faire », a déclaré le candidat à la primaire des Républicains. « Je demande l'ouverture d'un centre de traitement des demandes d'asile pour tous ceux qui

sont à Calais en Angleterre, de manière à ce que les Anglais fassent le travail qui les concerne (...). Ils organiseront des charters pour renvoyer chez eux les gens dont ils ne veulent pas. » ■

par (AFP)



À Lille, la Mairie demande l'évacuation d'un parc occupé depuis un an

ILS COMMENCENT par refuser de parler. Ils ont vu beaucoup de journalistes, et « ça n'a rien changé ». Mais petit à petit, ils se confient. « Ce qui nous manque, c'est de l'eau. » « L'essentiel, c'est de se mettre quelque chose dans le ventre. » L'essentiel, pour d'autres, c'est d'atteindre « ses objectifs ». « Réaliser ses rêves. » C'est comme ça qu'ils sont arrivés là, au jardin des Olieux, à Lille dans le quartier populaire de Moulins, un square où quelques arbres, des bancs et des jeux pour enfants côtoient les tentes de ces migrants originaires d'Afrique sub-saharienne (Guinée, Mali, Côte d'Ivoire, Sénégal). À l'été 2015, ils étaient une trentaine, essentiellement des mineurs. Ils seraient aujourd'hui 130 environ. La Métropole européenne de Lille a engagé une procédure pour évacuer ce camp, à la demande de la Ville. Sur place, les visites régulières de la police inquiètent.

Le 23 août, des policiers ont « recensé » ces dizaines de migrants. Mardi prochain, le tribunal administratif de Lille jugera en référé la demande de la Métropole européenne de Lille (MEL) d'évacuation de ce terrain lui appartenant. Le dépôt de plainte est soutenu par la Ville de Lille qui juge la situation « inacceptable pour ses occupants sur le plan sanitaire et humain et insupportable pour les riverains dont les réactions sont de plus en plus vives », explique-t-on au cabinet de la maire (PS), Martine Aubry. Et pointe du doigt le manque de prise en

charge par le département, responsable des mineurs isolés.

Les élus EELV en désaccord

Sur quelques dizaines de mètres carrés, s'entassent aujourd'hui des tentes posées sur des palettes de bois. Des toilettes chimiques ont été installées par MSF. Les migrants vont se doucher dans les structures des associations locales, lesquelles ont fait preuve de solidarité, tout comme les riverains. « Les gens nous apprécient, on ne cherche pas de problèmes. Personne dans le quartier ne se plaint, on est comme les leurs », assure Douglas, 18 ans.

Lui est parti du Cameroun il y a quatre ans. « Je n'avais pas le choix », justifie-t-il. Aujourd'hui majeur, il a déposé une demande d'asile. Il rêve de « réussir ». « Je suis rappeur, j'écris des textes, mais ce n'est pas facile de trouver l'inspiration sous la tente. » Orphelin de père, il tait ses conditions de vie à sa mère restée au pays avec un « ça va » pour seul commentaire. « Ici, il y a des gens qui ont vécu plus que leur âge », estime-t-il.



Quelque 130 sans-papiers vivent sous des tentes dans le jardin des Olieux, à Lille. Photo : PHILIPPE PAUCHET/PHOTOPQR/VOIX DU NORD

Sur le camp, les visages sont fermés. « On veut juste aller à l'école, même si on doit rester ici, explique un jeune homme. Si on trouve un métier, on s'occupera du logement. » La demande d'expulsion est dure à avaler. Dans la métropole, la question crée la polémique. Les élus EELV ont signifié leur désaccord avec cette demande. « Les collectivités devraient se rencontrer et faire participer la société civile, les associations qui se sont mobilisées, pour essayer de trouver une solution, commente Lise Daleux, présidente du groupe EELV à Lille. C'est notre responsabilité d'humain. » Le Front national lillois, lui, estime que ce camp est un petit « Sangatte » et que la demande d'évacuation est « bien tardive ». Représentés par maître Émilie Dewaele, les migrants en sauront plus sur leur sort la semaine prochaine. Cette dernière commentait ces derniers jours à l'AFP : « Ils veulent rester en France et s'intégrer. Certains des enfants sont même scolarisés, que vont-ils faire si on les chasse du parc ? » ■

par Marie Tranchant



VP15 - SANTÉ

Groupement hospitalier : quelle offre de soins à Calais demain ?

PAR DOMINIQUE SALOMEZ calais@lavoixdunord.fr CALAIS. - Que pensez-vous du périmètre arrêté pour le groupement hospitalier de territoire (GHT) du littoral sud ? « C'est un périmètre cohérent qui correspond à un bassin de population de 350000habitants. Les distances au sein de ce périmètre sont relativement proches. Ce périmètre privilégie les flux de population existants. » - Comment cela va-t-il s'organiser concrètement ? « Le premier point à préciser c'est qu'il n'y a pas d'inquiétude à avoir. Il n'y aura pas de fermeture des services existants, ni de transfert de services. Ils perdureront pour continuer à répondre à une offre de proximité. Le deuxième point, c'est la rédaction d'un projet médical partagé. Notre feuille de route c'est d'avoir une complémentarité des services et de consolider les points forts des établissements. Par exemple, le centre hospitalier de Boulogne dispose d'un

plateau de cardiologie interventionnelle qu'il n'y a jamais eu à Calais. Le centre hospitalier de Calais dispose quant à lui d'une maternité de niveau 3. » - De nouvelles spécialités pourraient-elles être exercées à Calais ? « On va creuser la piste de nouvelles activités ou faire en sorte d'éviter la fuite d'activité. Un sujet est en attente sur le littoral : la création d'un service de chirurgie pédiatrique lourde pour éviter la fuite des patients vers Lille ou les établissements privés. La réflexion est en cours sur le sujet. » - Qu'est-ce que ce groupement va changer pour les patients ? « Pas grand-chose car il s'agit de maintenir des services de proximité. L'idée est aussi de faire connaître aux patients les spécialités de l'hôpital de Boulogne pour éviter qu'ils aillent plus loin comme à Lille et inversement pour les patients de Boulogne faire en sorte qu'ils connaissent mieux les services de l'hôpital de Calais. Le deuxième

point, ce sera le dossier du patient unique mais partagé grâce aux nouvelles technologies. Cela se fera dans des conditions d'accessibilité sécurisées et avec confidentialité. Cela permettra une continuité de soins pour le patient entre les établissements. » - Qu'est-ce que le GHT va changer pour le personnel ? « On ne forcera personne à être mobile. Si des agents veulent bouger, ils pourront mais je doute qu'il y ait un grand mouvement du personnel. Les déplacements ne seront pas réguliers. Ce sera sinon pour des temps d'échange ou de transmission de compétences. » - Par quoi commence le travail de groupement ? « Avant la fin de l'année, il faudra des propositions sur le système d'achat, le projet médical partagé, le système informatique et l'analyse commune de l'activité médicale (pour évaluer le taux de fuite des patients de sorte à renforcer certaines activités, ndlr) ». ■



« L'avenir passe par le partage de l'information médicale »

La Fédération hospitalière de France salue la formation des groupements hospitaliers de territoire, mais en appelle à poursuivre la démarche pour une meilleure prise en charge des patients. Pour le directeur de l'hôpital de Calais, Martin Trelcat, l'avenir passe par une meilleure communication entre éta-

blissement et entre médecins : « Je pense que l'avenir passe par un système informatique commun pour permettre le partage de l'information médicale. Malgré les groupements, il y aura toujours un pôle régional avec le CHU de Lille pour la neurochirurgie, la chirurgie cardiaque, les poly-traumatisés... Il est nécessaire que

l'on communique avec eux sur les dossiers de patients. Il ne faut pas que les GHT fassent leur système d'information chacun de leur côté. C'est important de décroiser l'information entre les hôpitaux et même avec les médecins libéraux ». ■



CARNET

Willy Schraen, l'Audomarois qui préside tous les chasseurs de France

PROPOS RECUEILLIS PAR DAVID MONNERY saintomer@lavoixdunord.fr Bayenghem-lez-eperlecques. Pourquoi vous êtes-vous porté candidat à la présidence de la fédération nationale des chasseurs ? « Parce que j'ai un projet pour la chasse française. Je fais partie de ces gens qui ont envie d'œuvrer, même si on est dans un cadre complètement bénévole. » Ce projet, quel est-il ? « D'abord la place de la chasse dans la société française et surtout son image de marque. La biodiversité ne peut pas exister sans chasse. L'exemple le plus parlant est celui du canton de Genève, en Suisse. Il y avait une telle profusion de biodiversité sur ce territoire que les Suisses ont voulu en faire un sanctuaire en retirant toute activité humaine, dont la chasse. Quelques dizaines d'années plus tard, c'est une catastrophe : 90% des espèces faunistiques ou floristiques ont disparu. Ce qui prouve bien que la chasse est indispensable à la richesse de la biodiversité. Néanmoins la chasse doit être cadrée, raisonnée et raisonnable. » Comment construire la biodiversité en prélevant dans le milieu naturel ? « Parce que l'équilibre doit être rétabli et en permanence contrôlé. Arrêtez de chasser les sangliers

aujourd'hui en France et qu'est-ce qui se passe ? Les chasseurs ont une vraie vocation à œuvrer sur le territoire. Et j'irais même plus loin : il faut arrêter cette vision réductrice qui dit que l'animal est l'égal de l'homme. C'est stupide, même dangereux de parler comme ça. Il y a des hommes et il y a des animaux. Dire que parce qu'on est intelligent on ne peut plus tuer un animal, ou arrêter de manger un morceau de bœuf, ce serait renier notre origine et les fondamentaux qui font l'espèce humaine et là, ça devient extrêmement dangereux. » Comment allez-vous mettre en œuvre votre programme ? « Pendant des années, et peut-être à juste titre, le mot d'ordre général de la chasse française était pour vivre heureux vivons caché. On ne s'est jamais expliqué. Or on fait des actions extraordinaires sur les milieux. La chasse a préservé je ne sais combien de zones humides en France et dans le monde. Combien de territoires ont été protégés de la déforestation ? Tout ça par passion pour la chasse. On a œuvré comme aucune corporation sur l'aménagement du territoire. Il y a un moment où il ne faut plus avoir honte. Moi, je suis chasseur, j'en suis extrêmement fier car tous les jours je travaille pour l'avenir des territoires

français. Je sais que ce que l'on fait est bien pour la nature et on va le dire avec nos preuves, notre bon sens de terrain. On n'a peut-être pas tous le bac plus douze, c'est un fait, mais on en sait beaucoup plus que bien des livres. Je ne dis pas que les livres ont tort, je dis simplement aux gens qui écrivent des livres d'écouter aussi les autres. » Ça veut dire que vous serez très présent sur la scène médiatique et politique ? « Évidemment. La politique, c'est ce qui dirige et qui fait les lois. Si on veut contribuer au cadre, il n'y a pas trente-six solutions, à nous de savoir exister dans ce monde politique. » Est-ce à dire que vous prendrez part à la campagne présidentielle ? « Je rencontrerai tous les candidats sans aucune distinction particulière et je leur demanderai de s'engager clairement sur les orientations cynégétiques et sur une vision de la chasse de demain, au niveau national et au niveau européen. Je rendrai compte à mes chasseurs de ces positions et je n'aurai pas peur d'orienter le choix de mes chasseurs s'il le fallait contre des gens qui auraient des projets néfastes pour la pérennisation de notre passion. » ■



Défenseur d'une chasse populaire

Willy Schraen réclame un geste de l'État pour que la chasse reste accessible : « Je ne veux pas que quelqu'un ne puisse pas vivre sa passion à cause d'un problème économique. Or aujourd'hui des gens peinent à se payer un permis de chasse. Nous allons œuvrer pour que

la chasse reste, ne l'oublions pas, un acquis de la Révolution française - dans les nuits qui ont suivi le 14 Juillet, la chasse qui était aux mains de la noblesse a été rendue au peuple. Je prendrai donc les décisions qu'il faut pour que la chasse reste accessible financièrement à tout le monde.

La chasse permet à la biodiversité de se pérenniser en France grâce à des millions d'heures bénévoles d'action sur le territoire. Ces heures passées pour le bien du plus grand nombre, l'État doit les prendre en compte et défiscaliser la chasse. » ■



POLITIQUE RÉGIONALE

Xavier Bertrand : « Quand Etat et région travaillent ensemble, on obtient des résultats »

Le président de la région Hauts-de-France défend sa politique pour l'emploi. Il juge les projets des candidats à la primaire à droite « pas assez concrets ».

Question : Pendant votre campagne régionale, vous aviez fait de l'emploi votre priorité. Quel premier bilan tirez-vous ?

Je l'ai dit pendant la campagne, je n'ai pas de baguette magique mais je mets toute mon énergie au service du développement économique de ma région. J'ai mis en place le dispositif Proch'emploi, pour rapprocher offres et demandes d'emploi, fait voter l'aide à l'embauche pour alléger les charges des entreprises qui recrutent, l'aide au transport pour les gens qui travaillent, le doublement de la prime d'apprentissage... Par ailleurs, nous sommes en train de montrer que, lorsque l'Etat et la région travaillent ensemble, on obtient des résultats. Le dispositif de l'Etat d'allègement de charges des entreprises, combiné aux aides à l'embauche que la région finance, concerne déjà 40.000 emplois. Quant au plan de formation de 500.000 chômeurs, nous en sommes déjà à 18.000 chômeurs formés de plus par rapport à l'an dernier, soit 45.000 contre 27.000 en 2015. Ce ne sont pas encore des emplois, mais c'est un premier signe.

Question : Cela explique-t-il la baisse du nombre de chômeurs en juillet de 0,5 % dans la région ?

C'est encore un peu tôt pour le confirmer ; la baisse nationale s'explique par un effet radiation mais aussi formation, c'est vrai. Je n'ai pas voulu rentrer dans certains débats

politiciens lors du lancement du « plan 500.000 », mais ce que je constate, c'est que cela concourt à rapprocher les chômeurs de l'emploi.

Question : Vous vous êtes engagé à créer 60.000 emplois d'ici à septembre. Or les mesures mises en place sont localement perçues comme encore anecdotiques...

J'ai promis de publier un bilan en octobre qui prendra en compte les chiffres jusqu'en septembre. J'ai bien conscience que, quoi que je fasse, on me dira que ce n'est pas suffisant. Mais je précise que les 40.000 emplois bénéficiant des allègements de charges grâce au soutien de l'Etat et de la région n'intègrent pas tous ceux soutenus ou maintenus par des aides accordées par la région depuis janvier. Il faudra également ajouter les résultats du dispositif Proch'emploi, qui met en relation demandeurs d'emploi et entreprises, qui a permis de recevoir près de 7.000 chômeurs, dont plusieurs centaines ont déjà obtenu un emploi. Nous prendrons aussi en compte en octobre les chiffres de l'apprentissage, la région Hauts-de-France ayant mis en place le plan le plus ambitieux sur ce sujet.

Question : Vous avez obtenu en juillet l'abandon d'une taxe spéciale d'équipement régional pour permettre aux régions de financer plus d'aides aux entreprises. Comment allez-vous compenser cette recette ?

La menace existe toujours, et rien n'indique que le gouvernement ait vraiment renoncé à créer cette nouvelle taxe. Et je voudrais profiter de la tenue cette semaine de l'université du Medef pour demander aux chefs d'entreprise de faire pression sur l'exécutif afin d'obtenir des engagements fermes. L'Etat n'a qu'à transférer une part de ses ressources, sans lever de nouveaux impôts, ou alors je le dis clairement, je préfère me passer de cette nouvelle recette. Je préfère dire aux entreprises que je n'aurai pas 60 millions d'euros à distribuer dans ma région, mais je ne prendrai pas 60 millions dans la poche des entreprises et des propriétaires !

Question : Quel programme, parmi ceux des candidats à la primaire à droite, vous paraît compatible avec votre action locale ?

Il y a beaucoup de ressemblances entre tous ces programmes et ils ne sont pas encore assez concrets. Ils font l'impasse sur le sujet essentiel des relations au quotidien entre les entrepreneurs et les administrations fiscales et du travail. Les représentants de l'Etat les mieux à même de s'en charger sont les préfets : ils connaissent bien mieux les réalités des entreprises que les ministères, mais ils n'ont pas d'autorité directe sur tous les services de l'Etat concernés. C'est pourquoi, en Hauts-de-France, nous avons créé avec le ministre de l'Economie un commissariat spécial à la réindustrialisation,

confié à Philippe Vasseur : il dispose de pouvoirs spéciaux, ce qui permet d'agir avec beaucoup plus d'efficacité. J'ai par ailleurs demandé au président de la République l'établissement de zones franches réglementaires pour généraliser les procédures administratives accélérées dans les projets d'implantation ou d'extension d'entreprise qui ne profitent actuellement qu'aux très

grandes entreprises. Je ferai d'autres propositions d'ici à la primaire.

Question : Vous avez rencontré samedi Nicolas Sarkozy - que votre vice-président Gérard Darmanin a rallié. Est-ce un signe ?

Je reste libre de tout engagement et je me déterminerai plus tard. Probablement après le premier débat. ■

par Matthieu Quiret

Xavier Bertrand

Président LR de la région Hauts-de-France



POLITIQUE NATIONALE

Calais dans toutes les bouches

Le refrain « Nicolas président » revient en boucle. Samedi, au centre tennistique du Touquet, les quelques jeunes supporters de Bruno Le Maire ou d'Alain Juppé se font discrets. La grande majorité des 2 000 spectateurs est là pour applaudir son chouchou, Nicolas Sarkozy. À ses côtés, sa garde rapprochée : Woerth, Ciotti, Darmanin, Daubresse... Natacha Bouchart et Xavier Bertrand, quant à eux, sont là pour peser dans la campagne de la primaire mais le temps n'est pas encore venu d'apporter leur soutien à l'un des challengers. Ils observent, proposent mais se refusent à une prise de position prématurée. Au micro, Natacha Bouchart succède au député-maire du Touquet. La vice-présidente des Hauts-de-France veut faire de la situation calaisienne et de l'immigration l'un des grands enjeux de la primaire et des présidentielles.

Un président fantôme

« Ce soir, je vous demande de venir à Calais, de témoigner du travail qui est fait. Dites autour de vous que la ville ne se réduit pas aux mouvements migratoires », lance Natacha Bouchart. Au fil de son allocution, des clins d'oeil amicaux à Bruno Le Maire ou François Fillon avant un chaleureux « Toi mon ami, cher Nicolas ». Puis, la maire de Calais s'engage sur le terrain politique en fustigeant « un président fantôme qui refuse de se déplacer à Calais » avant de décocher une flèche qui fait lever l'assistance : « François Hollande ne tient jamais ses promesses, sinon il ne s'appellerait pas François Hollande. » Le ton est donné et, dès l'entrée en scène de Nicolas Sarkozy, on s'attend à retrouver l'épineux dossier calaisien.

« Sans tabou »

Dès les premières minutes, l'ex-président de la République se lance sur

ses terrains de prédilection, l'identité nationale, la sécurité et l'immigration. Il invoque « un parler vrai » et un dialogue « sans tabou » sur les migrants de Calais. « Ceux qui sollicitent le statut de réfugié politique et n'y ont pas le droit doivent être renvoyés dans leur pays », annonce Nicolas Sarkozy en n'hésitant pas à parler de « charters ». « Il n'y a pas une autre région qui aurait su garder un tel calme et une telle générosité face à cette situation » clame-t-il, son regard tourné vers la « maire-courage de Calais ». Comme l'avait fait Xavier Bertrand, Nicolas Sarkozy milite pour la renégociation des accords du Touquet (qu'il avait lui-même signé en 2003) mais va plus loin : « Je demande l'ouverture d'un centre de traitement des demandes d'asile en Angleterre pour tous ceux qui sont à Calais, pour que les Anglais fassent le travail qui les concerne. » Julien Bienaimé ■



« Ce sujet aurait dû monopoliser chaque candidat »

Vous attendiez-vous à une telle place pour Calais lors de ce campus ? « J'ai toujours dit que Calais et l'immigration seraient l'enjeu de ces présidentielles. On sent de l'écoute et des propositions commencent à faire jour. Ma position aujourd'hui est de prendre attache auprès des candidats. Nicolas Sarkozy a demandé à ce que l'on puisse se voir cette semaine pour échanger sur le sujet. Mon devoir est de soutenir le candidat qui apportera les meilleures solutions pour sortir de cette crise dans laquelle nous sommes complètement enlisés. J'attends cette rencontre avant de prendre une décision dans l'intérêt des Calaisiens. » Votre présence aujourd'hui lors de ce cam-

pus très sarkozyste est tout de même significative ? « Mon but aujourd'hui était de rencontrer les candidats à la primaire. J'aurai bien aimé entendre François Fillon, Alain Juppé. Tous les candidats ont été invités sur ce territoire compliqué, ils savaient qu'il y avait la problématique de Calais. C'est dommage de s'en échapper à quelques mois des présidentielles. Ce sujet aurait dû monopoliser chaque candidat. » Les solutions proposées par Nicolas Sarkozy vous conviennent-elles ? « Depuis le Brexit, je demande la création d'un centre en Angleterre pour traiter les dossiers afin que ce soit eux qui prennent la décision d'accepter ou de refuser cette population migrante. Je

demande que le gouvernement intervienne, alors qu'il ne le fait pas, pour reconduire les migrants qui n'entrent pas dans le cadre d'une demande d'asile ni de pays en guerre. Nicolas Sarkozy, lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, s'était approprié ce dossier, maintenant il a très bien compris que les choses étaient complètement différentes. On se verra cette semaine pour affiner les propositions, j'ai moi aussi des propositions à faire pour qu'on puisse enfin s'en sortir avec ce laisser-aller de l'État. Si l'État n'avait pas laissé faire, on ne serait pas à près de 9 000 migrants aujourd'hui. » ■



Campus des Républicains : les tops et les flops du week-end

Par Fabrice Leviel
montreuil@lavoixdunord.fr LE
TOUQUET. 1TOP : un contexte poli-
tique en or Cette année, le campus du
Touquet correspondait pile-poil avec
la rentrée de Nicolas Sarkozy dans la
bataille de la primaire à droite. Il
avait annoncé sa candidature
quelques jours avant le campus et
son meeting au Touquet était donc
très attendu. Ceux qui s'intéressent
un tant soit peu à la politique avaient
les yeux braqués sur le Touquet ce
week-end. 2TOP : les médias en force
Une cinquantaine de médias, dont
quelques-uns de l'étranger étaient
accrédités pour le campus : l'effet
Sarkozy a joué à fond. Des retombées
en termes d'image qui seront béné-
fiques à la station balnéaire. C'est
toujours bon à prendre. 3TOP : un
week-end très animé Cette année, le
campus tombait en même temps que
le Touquet Music Beach et, côté ani-
mation, Nicolas Sarkozy en a rajouté

une louche en ayant la bonne idée
de dédicacer son livre dans la maison
de la presse du Touquet. L'ambiance
dans la rue de Paris n'avait rien à en-
vier au set du DJ Quentin Mosimann,
quelques heures plus tard sur la
plage. Au final, le week-end estival le
plus animé de la station. 4FLOP : une
rue « privatisée » Pendant les deux
heures où Nicolas Sarkozy a apposé
des dédicaces à la maison de la
presse, la rue a été complètement
coupée à la circulation. Quant aux
clients qui souhaitaient acheter une
revue au moment où le candidat poli-
tique était sur les lieux, ont été priés
de repasser plus tard. Bien qu'il ne
soit plus président de la République,
Sarkozy a bénéficié d'un dispositif
correspondant à une visite officielle.
La police et les gardes urbains de la
ville encadrant cette séquence. 5FLOP : des absents de marque Réus-
sir à décrocher la venue d'un person-
nage du calibre de Nicolas Sarkozy,

c'est bien. Le problème, c'est qu'il
écrase tout. Ses concurrents princi-
paux, Alain Juppé et François Fillon,
ont préféré soigneusement l'éviter.
François Copé s'est décommandé la
veille du Campus. Les jeunes Répu-
blicains auraient bien aimé les avoir à
la tribune, pour rajouter de la plura-
lité aux débats. 6FLOP : un dimanche
en demi-teinte Quand dans un fes-
tival de musique, on programme les
Rollings Stones, le samedi, qui peut-
on bien mettre sur la scène le di-
manche? Pour le campus du Tou-
quet, c'est pareil. Nicolas Sarkozy a
quasiment retourné le centre tennis-
tique samedi soir. Du coup, di-
manche, pour entendre Hervé Marit-
ton, Laurent Wauquiez ou Jacques
Myard, il n'y avait plus grand monde
dans la salle. Dommage de terminer
un campus sur une baisse de ré-
gime. ■



CÉCILE CORNUDET

Juppé, seul contre tous

En refusant de promettre une loi anti-burkini, Alain Juppé tente d'illustrer sa maxime : « Le courage, c'est la modération et l'équilibre. » Un pari.

A pâtre du « rassemblement » et pourtant seul contre tous. Nicolas Sarkozy, François Fillon, Bruno Le Maire, Jean-François Copé, Xavier Bertrand (et même à gauche Manuel Valls) ont ce week-end plaidé pour une loi anti-burkini et, plus généralement, pour une loi proscrivant les signes religieux dans l'espace public. Alain Juppé non. Du moins « pas pour l'instant », a-t-il nuancé au « Grand Rendez-vous » Europe 1-iTélé- « Les Echos ». Priorité au « dialogue », il ne faut pas « se précipiter aux extrêmes », mais « apaiser et raison garder », a-t-il expliqué, tout en « condamnant ce vêtement qui enferme la femme ».

Alain Juppé trouvait que la polémique de rentrée faisait trop de bruit (il ne l'a d'ailleurs pas évoquée dans son discours de Chatou), or c'est son silence que l'on entend.

Dans la guerre de crédibilité que se livrent les leaders LR dans la primaire, cette prudence a un sens. Le vrai courage, c'est la modération, l'équilibre, dans une société en souffrance, défend Alain Juppé. « C'est tellement facile de monter aux extrêmes ! » Le courage, c'est de répondre au désarroi du peuple, riposte Nicolas Sarkozy. Chacun a sa petite phrase ciselée à son image. « L'autorité, ce n'est pas l'agitation », clame Alain Juppé. « La violence, c'est quand la règle est incertaine. La règle apaise les tensions », réplique son adversaire.

Etre ou dire, telle est l'éternelle question. L'ancien président se voit tellement reprocher de ne pas avoir tenu ses promesses de 2007, qu'il dit les mots que ses électeurs veulent entendre. S'il nous comprend si bien, alors il agira, penseront-ils. Le maire de Bordeaux fait le constat que les Français écoeurés de la politique ne

croient plus aux mots. Ils veulent un homme qui leur inspire confiance et qui sera suffisamment solide pour agir, analyse-t-il.

La loi anti-burkini devient l'otage de ces deux stratégies.

Parce qu'il est à l'écoute de l'opinion, Nicolas Sarkozy défend l'idée d'une loi et prend pour exemple

Jacques Chirac, père politique d'Alain Juppé, qui suscita une loi sur le voile en 1989. Parce qu'il est « solide », Alain Juppé résiste à la pression « extrémiste et médiatique » et dit non à une loi qui serait sans doute inconstitutionnelle. Le burkini est malgré lui entré dans la primaire de la droite et du centre : il en a posé les enjeux.

ccornudet@lesechos.fr ■

par Cécile Cornudet



Fillon se déchaîne !

Primaire à droite. Troisième ténor LR à faire sa rentrée politique, hier, à Sablé-sur-Sarthe, l'ex-Premier ministre, qui stagne à 10% des intentions de vote, a fait feu sur Nicolas Sarkozy.

Sablé-sur-Sarthe (Sarthe)

De notre envoyée spéciale

DÉCHAÎNÉ ! Contre toute attente, François Fillon, le quatrième homme de la primaire, à la peine dans les sondages, a donné corps hier à ce slogan brandi fébrilement par ses supporters : « Avec Fillon, cassons la baraque ! »

Dans un discours fleuve qu'il peaufinait encore le matin avec Gérard Longuet dans le train le conduisant sur ses terres de Sablé-sur-Sarthe, l'ancien Premier ministre a littéralement étrillé — sans jamais prononcer son nom — Nicolas Sarkozy. « Ceux qui ne respectent pas les lois de la République ne devraient pas pouvoir se présenter. Qui imagine le général de Gaulle mis en examen ? » cogne-t-il, renvoyant sans ménagement l'ancien président à ses ennuis judiciaires. Le reste est à l'avenant. Fillon cite tous les grands dirigeants, de Clovis à... Chirac. Point. Un manque d'information sur celui qui a suivi ? Pas vraiment...

Il se pose en chrétien, rappelant son passé de scout, ou encore sa participation à la messe de l'Assomption et se gausse de ceux qui, pour gagner des voix chez les catholiques, « se précipitent à la messe du 15 août après avoir convoqué les photographes ou en courant au Vatican », tapant à la fois sur Sarkozy et sur Hollande. Il rit du débat sur l'identité — préférant la souveraineté — et as-

sène : « Il ne suffit pas de sauter sur sa chaise et de crier Identité ! Identité ! comme un cabri pour définir ce qu'est la France. » Suivez son regard... Chaque uppercut soulève les applaudissements d'un public évidemment conquis. Et de se présenter, en creux, comme l'antithèse de Nicolas Sarkozy : « Je ne suis pas un comédien, je ne suis pas un clown », martelait-il d'ailleurs avant d'entrer en scène. Sur le fond, le discours est tout autant musclé. « J'ai réclamé le strict contrôle administratif du culte musulman tant que son intégration ne sera pas achevée », lâche-t-il. Il propose également de « réécrire les programmes d'histoire » à l'école pour « les concevoir comme un récit national ».

Bref, pour sa rentrée politique, Fillon a mangé du lion. L'aboutissement d'une stratégie entamée dès le mois d'avril, où l'ex-Premier ministre à l'image lisse et policée s'est peu à peu mué en « bad boy », griffant ses rivaux. Avec un objectif : décoller enfin, au bout de près de trois années de campagne. En vain jusqu'à présent. Il stagne toujours à 10 % des intentions de vote... derrière Bruno Le Maire.

A trois mois du scrutin, il y a le feu à la maison Fillon. « C'est maintenant, il faut accrocher la lumière », glisse son directeur de campagne, Patrick Stefanini. En lâchant ses coups et en les concentrant sur Nicolas Sarkozy, il espère lancer une dynamique.

Le meeting avait été conçu sur mesure pour cela. Deux rames de TGV, barrées du slogan « On roule pour Fillon » ont été affrétées pour l'occasion, ainsi que six bus venus de l'ouest de la France (Saint-Brieuc, Vannes...). Il fallait ramener le plus de militants possible au parc du château de Sablé. Plus de 3 000 personnes, à en croire François Fillon, avaient fait le déplacement (2 600 repas auraient été servis). « Beaucoup plus que ses concurrents la veille », assure perfidement Stefanini.

Des « messages clés pour aiguiller les journalistes » ont été envoyés aux soutiens de Fillon, leur demandant de faire valoir que Juppé et Sarkozy n'auraient rassemblé respectivement que 1 500 et 1 000 supporters (Juppé en revendique entre 2 500 et 3 000). Soixante et un parlementaires, de Gérard Larcher, le président du Sénat, à Bernard Accoyer ou Valérie Boyer, étaient aux premiers rangs. Démonstration de force ou opération de la dernière chance... ■

Sablé-sur-Sarthe (Sarthe), hier. A la peine dans les sondages, l'ancien Premier ministre, François Fillon, cherche à casser son image lisse et policée.
(AFP/Jean-François Monier.)

par Valérie Hacot

@vhacot1



Et si la primaire tournait à la guerre...

IL AURA SUFFI d'un week-end pour voir la droite renouer avec ses vieux démons de la division. D'Alain Juppé à Nicolas Sarkozy en passant par Bruno Le Maire et Jean-François Copé, les principaux candidats lancés dans la bataille de la primaire y sont allés de leur petite phrase assassine, comme aux pires heures de la crise interne. Comme si les leçons de la guerre fratricide entre Copé et Fillon pour la présidence de l'UMP en 2012 n'avaient servi à rien. La leçon ? Un parti divisé au point de finir en lambeaux, même au bord de l'implosion, des militants écœurés. Le tout sur fond d'affaire Bygmalion... Dire que la droite revient de loin est donc un euphémisme.

Et pourtant, le florilège de vacheries balancées ces dernières quarante-huit heures prouve que le parti a beau avoir été rebaptisé les Républicains, les ressorts de la haine sont toujours là. Jean-François Copé moquant hier un Sarkozy et un Juppé qui, selon lui, « ont fait leur temps ». Bruno Le Maire dénonçant « les discours brutaux » de l'ancien chef de l'Etat et « l'immobilité heureuse » du maire de Bordeaux. La palme revenant sans conteste à François Fillon, hier, dans la Sarthe (lire plus haut), dégainant

l'arme des affaires judiciaires contre Sarkozy.

Même le tempéré Alain Juppé, omniprésent ce week-end, s'est fait plaisir : « Je refuserai toujours d'instrumentaliser les peurs, de flatter les bas instincts », a-t-il taclé samedi à Chatou (Yvelines), préférant « rassembler que d'exciter les surenchères ». Allusion aux propositions chocs de son principal concurrent. Dans une interview au journal « le Figaro » le matin même, il avait donné le ton en disant que la suspension du regroupement familial, proposée par Nicolas Sarkozy, n'était « pas une attitude humaine ».

Des attaques auxquelles l'ancien président de la République n'a pas manqué de répondre depuis Le Touquet où il tenait meeting : « J'ai proposé, apparemment ça a choqué quelques oreilles sensibles, de suspendre le regroupement familial. C'est curieux, ça choque quand je le dis, mais quand Mme Merkel le fait à l'endroit des réfugiés syriens, personne ne le dit », a-t-il feint de s'étonner, tout en rappelant sa différence sur l'identité nationale : « Certains la voient heureuse. D'autres comme moi la voient avec un regard plus réaliste... »

Pour le sarkozyste Eric Ciotti, la tonalité offensive de cette rentrée ne serait pourtant pas un problème : « Au moins, ça clarifie les choses sur les lignes des uns et des autres. C'est même plutôt sain pour le débat d'avoir des concurrents qui affichent leurs différences. »

Il n'empêche, personne à droite n'a envie de replonger dans les heures sombres de la division, synonyme de risque mortifère pour celui qui émergera à l'issue du scrutin. Nicolas Sarkozy y a fait allusion samedi, en citant le traumatisme de la guerre entre Copé et Fillon : « Préserver l'unité de la famille, ce n'est pas une option, mais une absolue nécessité. La question de la primaire, c'est qu'elle ne dérive pas dans des querelles de personnes. Ceux qui divisent seront bannis. »

A chacun de montrer l'exemple, lui compris. ■

par Olivier Beaumont

@olivierbeaumont



A qui le label anti-Hollande ?

PS. Les deux anciens ministres, et anciens alliés, sont aujourd'hui rivaux pour incarner l'alternative à gauche à la présidentielle. Mais jusqu'à quand ?

24 AOÛT 2014. Arnaud Montebourg et Benoît Hamon s'égayent en bras de chemise à la Fête de la rose de Frangy-en-Bresse (Saône-et-Loire), réunis dans une même critique de la politique économique de François Hollande. Et réunis dès le lendemain, dans leur sortie du gouvernement Valls. Deux ans ont passé. Un monde. Les anciens compères se livrent désormais un duel à distance, en vue de la présidentielle de 2017 à laquelle ils sont tous deux candidats.

« Ce n'est pas parce qu'on a les mêmes désaccords que l'on a les mêmes solutions », réfute Hamon, qui a lancé sa campagne à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), ce week-end. Une réplique millimétrée, une semaine tout juste après la tonitruante déclaration de candidature de son rival, à Frangy-en-Bresse (Saône-et-Loire). « Montebourg, c'est le Chevènement du moment. Ce n'est pas la même ligne que Hamon », confirme un député... pro-Valls. Hamon affiche ainsi une moue sceptique à l'évocation du « service national, civil et militaire » proposé par Montebourg. Le député des Yvelines affirme aussi se démarquer sur les questions économiques : « Plutôt que de voir une énième réforme fiscale, un énième crédit d'impôt, je préfère proposer une économie altruiste, un modèle de développement sobre. »

Le camp Montebourg met, lui, en avant ses propositions sur la VI^e République, la suppression de l'article 49-3, le made in France, sur les questions régaliennes... « Tout ça, vous ne le retrouverez pas dans le programme de Benoît Hamon ! » avance-t-on.

En coulisses, les propos sont moins amènes. « Benoît Hamon a le droit d'être candidat. Mais on parle quand même de défier le président sortant... » répète-t-on chez Montebourg. Sous-entendu : le député des Yvelines n'aurait pas l'envergure. Et sa candidature ne serait qu'un tour de piste pour préparer l'après-2017. Tandis que selon un sondage secret interne au PS, Montebourg serait lui à même de battre Hollande.

Finiront-ils par se retrouver ? Pas sûr...

Hamon, lui, ne se prive pas d'assurer qu'il dispose de relais parlementaires et militants plus importants que son concurrent... Quand ce n'est pas son entourage qui égratigne le manque de lisibilité de la stratégie de son rival. « Montebourg, la seule chose qu'il veut, c'est flinguer la primaire », grinçait-on ce week-end à l'Usine, restaurant où Hamon réunissait ses troupes.

Finiront-ils par se retrouver ? Pas sûr... « Ce n'est pas une phase où on fait affaires. Mais le moment venu, ce serait bien que l'on converge si l'on ne veut pas que la primaire tourne à un exercice ridicule », admet un proche de Montebourg. Le chef de file des frondeurs, Christian Paul, travaille activement à la constitution d'une candidature unique. D'autant que deux autres candidats de l'aile gauche, Marie-Noëlle Lienemann et Gérard Filoche sont aussi sur la ligne de départ...

Un afflux de candidatures qui a inspiré ce sévère commentaire à Henri Emmanuelli, figure historique de l'aile gauche du PS : « Certains confondent disputer le leadership de la gauche au sein du PS et conquérir la présidence de la République. » ■

Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), hier. Benoît Hamon assure disposer de relais parlementaires et militants plus importants que ceux d'Arnaud Montebourg.

Frangy-en-Bresse (Saône-et-Loire), le 21 août. Selon un sondage secret interne au PS, Arnaud Montebourg serait à même de battre François Hollande.

par Pauline Théveniaud

@Pauline_Th

